Autonomisation de la catégorie de *Lumpenproletariat* et pratique de la violence

Les enjeux de la transition de Lotta continua aux Nuclei armati proletari

Fabrizio Carlino

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/245>

DOI : 10.4000/grm.245

ISSN : 1775-3902

Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

Référence électronique

Fabrizio Carlino, « Autonomisation de la catégorie de *Lumpenproletariat* et pratique de la violence », *Cahiers du GRM* [En ligne], 2 | 2011, mis en ligne le 05 août 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/grm/245> ; DOI : 10.4000/grm.245

Autonomisation de la catégorie de *Lumpenproletariat* et pratique de la violence.

Les enjeux de la transition de *Lotta continua* aux *Nuclei armati proletari*.

FABRIZIO CARLINO

Les Nap sont le fruit d'une longue contestation, *d'un processus, dirais-je, naturel* dans les conditions de vie des prisons italiennes (...). Le nappiste est un sujet marginal (...) et la détention accentuera cette condition de diversité. Mais, en revanche, *la prison lui donnera le sentiment*, après le premier choc dramatique de l'enfermement, *de l'appartenance à un groupe*.¹

La production théorico-pratique des formations extra-parlementaires italiennes, issues des expériences de 1967-1969, a été

¹ Le juge G. Di Gennaro, séquestré par les Nap, après sa libération ; cité dans A. Silj, *Mai più senza fucile : alle origini dei Nap e delle Br*, Florence, Vallecchi, 1977, p. 122 ; c'est moi qui souligne.

l'objet d'une stratification interprétative au cours de laquelle le déni, la criminalisation et la neutralisation politique ont changé la signification et les enjeux initiaux. Ce processus de mystification, qui ne fut pas seulement herméneutique ou historiographique, a été encore plus massif à l'égard des groupes qui ont choisi de pratiquer la forme militarisée de la violence ; et parmi les nombreuses formations de la lutte armée, les Nap (*Nuclei armati proletari*) ont peut-être subi le refoulement le plus profond. Il faut en effet constater l'absence presque totale d'études visant à en reconstruire l'histoire dans toutes ses implications², ce qui serait pourtant tout à fait crucial à bien des égards.

Loin de vouloir combler une lacune si massive, cet article se borne plutôt à parcourir la genèse de cette expérience, à travers une

² Les études consacrées aux Nap sont très rares et, avec quelques exceptions, assez décevantes. Il faut considérer comme point de repère fondamental une étude contemporaine des événements, celle d'A. Silj, *Mai più senza fucile: alle origini dei Nap e delle Br*, que je viens de citer – le seul texte qui s'efforce réellement de saisir la complexité des origines de la lutte armée en Italie, avec la reconstruction et l'analyse menées par Soccorso rosso, *Brigate Rosse. Che cosa hanno fatto, che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto*, Milan, Feltrinelli, 1976. Plus récent, V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi. Nap: ribellione, rivolta e lotta armata*, Naples, L'Ancora del mediterraneo, 2010, est un livre au style journalistique, qui se borne à recueillir quelques données déjà connues, tout en citant des témoignages très intéressants. Il en va de même pour l'essai de R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari. Carceri, protesta, lotta armata*, Naples, La città del sole, 2008. Pour ce qui concerne les documents à partir desquels j'ai conduit mon étude, il faut citer les textes suivants : Soccorso rosso, *I Nap. Storia politica dei nuclei armati proletari e requisitoria del tribunale di Napoli*, Milan, Collettivo editoriale libri rossi, 1976, recueillant tant les actes des procès que les textes des Nap ; *Criminalizzazione e lotta armata*, Milan, Collettivo editoriale libri rossi, 1976, qui contient des interventions des avocats du « Soccorso rosso » ; enfin, *Nuclei armati proletari*, Controinformazione, cahier n. 1, 1976, contenant quelques interventions aux ambitions théoriques. Mais la visée de mon étude consiste surtout dans la tentative de dégager les lignes théoriques fonctionnant à l'état pratique dans les documents de la « Commission prisons », recueillis dans les livres suivants : *Lotta continua, Liberare tutti i dannati della terra*, Ed. Lotta continua, 1972 ; I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, Turin, Einaudi, 1973 ; Lotta continua, *Ci siamo presi la libertà di lottare*, Ed. Lotta continua, 1973.

critique des catégories politiques et théoriques saisies dans leur efficacité « sous conjoncture ». En suivant l'articulation complexe et contradictoire des différentes tendances qui représentèrent les conditions de la combinaison de ces caractères spécifiques qui ont amené à la naissance des Nap, j'ai essayé d'analyser le développement de certaines notions décisives, dans leurs transferts et déplacements entre grilles conceptuelles différentes, ce qui modifia radicalement leur efficace par leurs différents usages. La critique de l'efficacité de notions hétérogènes telles que l'espace, la violence, la marginalité, bien que menée dans les limites du champ déterminé par leur efficacité matérielle et irréductible dans la genèse des Nap, soulève néanmoins l'exigence de poser quelques questions plus générales. La façon dont les acteurs de notre histoire ont articulé, dans leur pratique, certaines notions tout en les modifiant, en les superposant et parfois en les substituant aux catégories marxistes, nous amènera nécessairement à nous confronter aux concepts de la tradition marxiste, pour en enregistrer les mutations et tracer quelques lignes de démarcation. La problématique qui nous occupe se développe autour des rapports entre sous-prolétariat et prolétariat industriel, entre pensée et pratique, entre classe ouvrière et couches marginales. L'enjeu est évidemment la possibilité même d'une subjectivation révolutionnaire en dehors du prolétariat industriel. Le point d'articulation central de la genèse de la ligne des Nap est situé au carrefour entre une pratique de la violence militarisée issue des mouvements et la violence enracinée dans les luttes des prisons. J'ai essayé de saisir les effets théorico-pratiques des nouvelles conceptualisations que les détenus ont tentées de certaines catégories, et notamment des catégories qui ont partie liée avec la notion de sous-prolétariat ou *Lumpenproletariat* – les effets, donc, que la réactivation et la traduction de ces catégories ont eu sur les luttes des classes dans les prisons.

Cette analyse nous amènera, finalement, à suivre cette ligne jusqu'à ses dérives, en mettant en question le concept de classe dans son rapport avec d'autres notions, telle la « multitude ». Ce n'est pas

par hasard que Antonio Negri a reconnu dans les détenus révoltés des années 1970 et 1980 une des figures centrales d'un nouvel acteur social qui marquerait le passage entre la modernité et la post-modernité, à savoir le passage de l'âge où le socialisme n'était que rêvé, à l'âge où le communisme commence à être vécu³ – le ridicule de cet énoncé est évident⁴.

Expansion et négation de la violence endogène

Et à la question de savoir si nous étions violents, je réponds : oui. Je n'invoque pas le temps et le lieu, le premier sang versé et les injustices. Je réponds : oui ; c'est à eux, à ces jeunes, de chercher pour nous les pièces justificatives, s'ils le désirent⁵.

La genèse des Nap est liée tant à l'expérience de la « Commission prisons » de *Lotta continua*, qu'à la tendance de la « lutte armée » au début des années 1970. Issus de la convergence entre des militants de *Sinistra proletaria* de Naples⁶ et de *Lotta continua*, les Nap ont été sans doute influencés par les actions des Brigades rouges⁷, en tant que groupe armé dominant, et c'est aux

³ Je fais allusion à sa Préface à *Gli invisibili* (*Les invisibles*) de Nanni Balestrini, une sorte de roman de formation d'une génération de détenus en révolte. Dans sa Préface « Toni » Negri soutient que le langage des détenus, reproduit par Balestrini, est le langage de la multitude (cf. A. Negri, Prefazione in N. Balestrini, *Gli invisibili*, DeriveApprodi, 2005). Il est aisé de reconnaître dans ce passage la prédominance de l'abstraction creuse sur la détermination de la complexité.

⁴ C'est une réponse au cri de Negri : « Et à ceux qui sourient de cette affirmation, nous dirons : Baisse la tête, pauv'con ! » (*Ibid.*, p. 7).

⁵ E. De Luca, Préface à P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat. Insurrection et contre-insurrection dans l'Italie de l'après-68 : la démocratie pénale, l'Etat d'urgence*, Paris, Editions Dagorno, 2000, p. 11 ; trad. fr. (modifiée) de *Il nemico inconfessabile. Sovversione sociale, lotta armata e stato di emergenza in Italia dagli anni Settanta a oggi*, Rome, Odradek, 1999, p. IV.

⁶ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 122.

⁷ Cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro. 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale*, Milan, Feltrinelli, 1988 ; 2e éd., 1997, p. 418.

« *Brigades rouges-Parti Guerrilla* » que les « nappistes » ayant survécu à la répression se sont liés par la suite. Il est impossible, du coup, d'aborder notre sujet, sans se poser le problème de l'utilisation de la question de la violence dans le discours sur la lutte armée. Il ne s'agit pas de donner un jugement politique à propos des effets de la « militarisation » de la lutte sur les développements de la « séquence rouge » italienne et de son échec⁸, ni *a fortiori* d'émettre un jugement moral sur les responsabilités de la montée aux extrêmes du conflit politique. Il s'agit plutôt de montrer que la question de la lutte armée, telle qu'elle s'est posée à partir des premières actions des Brigades rouges, est tout à fait étrangère à la pratique d'une certaine violence politique ; et que le discours sur la légitimité ou l'illégitimité du recours à la violence, sur ses présupposés théoriques et ses enjeux moraux, n'appartient pas à la pratique de la lutte des groupes dits « violents ». Le discours sur la violence ne fait partie de l'histoire des formations révolutionnaires italiennes des années 1970 qu'en un sens très précis : la question de la violence, en tant que *question abstraite séparée de la dynamique des luttes*, a été posée par les forces qui s'opposaient, plus ou moins explicitement, à la radicalisation inédite du processus politique. Ce point a une grande importance, puisque c'est à propos de la négation du caractère endogène de la violence qu'a eu lieu le refoulement de l'histoire de l'expérience subversive italienne dans la deuxième moitié du siècle.

La distinction entre le « bon côté », non-violent, du mouvement, et le « mauvais côté », violent, a alimenté, dès le début de la phase de la lutte armée, une série de théorisations en contradiction flagrante avec la réalité historique. D'un côté, les théories complotistes, de gauche comme de droite, affirment l'existence de forces occultes qui auraient dirigé les groupes armés. De l'autre côté, on assiste à une criminalisation systématique des

⁸ Pour une reconstruction critique de l'expérience de la « Nouvelle gauche » en Italie, cf. A. Cavazzini, *Le Printemps des intelligences*, EuroPhilosophie 2010, Bibliothèque de Philosophie Sociale et Politique <http://www.europphilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article18>

violents, visant à leur refuser toute connotation politique, et à l' « angélisation » symétrique des non-violents. Comme le remarque Oreste Scalzone, la distinction entre « violents » et « créatifs », introduite par Antonio Negri⁹ et qui a dominé les lectures des années 1990, a provoqué pas mal de contresens, dont

le premier fut l'*angélisation* de la « spontanéité » quand en réalité tous les graphiques¹⁰ montrent que la violence a agi comme catalyseur d'une dynamique concurrentielle entre les différents groupes (...). Le second malentendu alimente l'équivoque d'un mouvement victime des partisans de la lutte armée qui lui auraient été extérieurs, qui l'auraient soumis à de terribles pressions et l'auraient contraint à les suivre dans leur « aventurisme » militaire¹¹.

Cette reconstruction fait partie d'une réécriture idéologique de l'histoire, qui trouve ses racines dans les positions du PCI face à la « séquence rouge » italienne dans son ensemble, et qui s'articule avec des intérêts différents liés à des facteurs géopolitiques mais aussi aux vicissitudes judiciaires des acteurs des révoltes frappés par une répression très dure. À partir du procès du 7 avril 1979¹², on assiste au phénomène massif qu'on peut appeler, avec Scalzone, « exportation de la responsabilité »¹³ ; un article de Negri, paru en

⁹ Dans un article paru dans *Le Monde*, 29 novembre 1997.

¹⁰ Il s'agit de graphiques analysant la composition sociale et l'origine politique des militants des groupes armés en Italie, ainsi que leur expansion et enracinement dans le tissu social. Ces données, citées par Scalzone et Persichetti, sont tirées en particulier du volume *Progetto memoria. La mappa perduta*, Rome, Ed. Sensibili alle foglie, 1994.

¹¹ P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 93 ; éd. it. op. cit. p. 47.

¹² Il s'agit du célèbre procès – dont le maître d'œuvre fut le procureur de la République de Padoue Pietro Calogero – contre les militants de *Autonomia operaia* (entre autres, Antonio Negri et Oreste Scalzone).

¹³ Il s'agit d'une forme d'auto-blanchiment, consistant dans la pratique de « l'autocritique des autres » à travers une « reconstruction judiciaire » des trajets des luttes, « présentés comme étant à une "distance astrale" de toute logique de lutte armée », P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 145 ; éd. it. op. cit., p. 83.

mars 1981¹⁴, établissait une démarcation très nette qui divisait les détenus politiques, entre d'une part les formations armées, appelées désormais « terroristes », et tous les autres groupes¹⁵, considérés comme autant de victimes innocentes du soi-disant « stalinisme » des Brigades rouges. Il ne s'agit pas de nier les contradictions profondes qui traversaient le continent très hétérogène de la gauche extraparlémentaire, et il est certain que la pratique de la violence était elle-même très différenciée – la violence des Brigades rouges, nous allons le voir, étant tout à fait distincte de la violence de *Potere operaio*, ou de celle de *Lotta continua*, par exemple, qui correspondait à son tour à une conception de l'action assez éloignée de celle des Nap. Sans anticiper sur ce que je vais montrer ensuite, on peut néanmoins assumer, pour l'instant, que « les groupes pouvaient diverger sur tel ou tel problème et se retrouver d'accord sur un autre. Il n'y avait pas de frontière nettement définie qui aurait pu diviser clairement le mouvement »¹⁶, mais ce qui est certain est qu'« il n'existe pas de groupe extraparlémentaire gauchiste (...) qui n'ait pas pratiqué des formes d'action violente organisée », et surtout il n'y avait pas de dichotomie sur le principe de la lutte armée entre les formations clandestines et les groupes légaux, notamment *Potere operaio* et *Lotta continua* (...). Les

¹⁴ A. Negri, *Terrorismus ? Nein, danke*, dans « Il Manifesto », 23 mars 1981 ; tr. fr. dans A. Negri, *Italie rouge et noire*, Paris, Hachette, 1985, p. 111-117.

¹⁵ Difficile de nier qu'on ait affaire ici à une tentative d'auto-défense. « Dans la tentative de se libérer de l'étiquette de terroriste, par le procédé classique du *transfert* (...) [Negri] la reprenait à son compte pour l'appliquer tout simplement à d'autres et pour se représenter comme l'expression de la tendance politique la mieux placée pour "combattre le phénomène" » (P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 146 ; éd. it. op. cit., p. 84). L'opération de Negri consisterait alors dans une réécriture de l'histoire à partir d'un faux témoignage porté de l'intérieur même du mouvement, ce qui légitimait la *criminalisation des autres* (voir *ibid.*, p. 146-147).

¹⁶ P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 100 ; éd. it. cit., p. 48.

divergences existaient plutôt en matière de théorie de l'organisation¹⁷.

D'ailleurs, c'est Negri lui-même qui écrit, en 1974, que « *seule la lutte armée aujourd'hui parle de communisme* »¹⁸. Evidemment, avant le processus de réécriture de l'histoire par le biais de l'effacement de la mémoire, le problème n'était pas celui de la violence en tant que telle, mais plutôt celui de ses formes et de ses présupposés. À l'objection qu'il ne suffit pas de dire que la violence était un élément endogène de la subversion, puisque la violence ne signifie pas immédiatement lutte armée, on peut donc opposer non seulement ce petit document tiré des archives de Negri, mais aussi la reconstruction historique d'une situation générale pré-insurrectionnelle, dans laquelle, « contrairement à ce qui fut raconté ultérieurement, les BR étaient très courtisées »¹⁹ : Renato Curcio a fait état d'une proposition de fusion, en 1971, de la part de la direction de *Lotta continua*²⁰. Il faut en outre rappeler que le premier assassinat dont fut responsable la gauche extra-parlementaire en Italie fut celui du commissaire Luigi Calabresi, en 1972, donc bien avant que les Brigades rouges n'accomplissent leur premier meurtre prémédité, en 1976, contre le juge Francesco Coco. Et à l'occasion du meurtre de Calabresi, l'organe de presse de *Lotta continua* publie un article sans ambiguïtés : l'attentat est défini comme « une action

¹⁷ *Ibid.*, p. 99 ; éd. it., *op. cit.*, p. 48-49.

¹⁸ A. Negri, « Partito operaio contro il lavoro », dans S. Bologna, P. Carpi, A. Negri, *Crisi e organizzazione operaia*, Milan, Feltrinelli, 1974, p. 136. Ce qui correspond à des raisons théoriques précises : « Seulement la lutte armée transforme l'usage capitaliste de la suppression de la loi de la valeur en lutte ouvrière pour la suppression réelle du commandement du capital et du travail » (*Ibid.*)

¹⁹ P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, *op. cit.*, p. 202 ; éd. it. *op. cit.*, p. 154. C'est toujours Negri qui, après 1973, se confronte aux *Brigades rouges*, avec lesquelles il réalise ensuite la revue *Controinformazione* (cf. S. Zavoli, *La notte della Repubblica*, Mondadori, Milano, 1992, p. 262-263).

²⁰ « Venez avec nous et faites ce que vous savez faire le mieux : organisez notre service d'ordre. Ils [Pietro Stefanini et Camuffo] nous proposaient [aux BR], en pratique, de devenir leur bras armé » (R. Curcio, *A visage découvert*, Paris, Lieu commun, 1993, p. 99-100).

dans laquelle tous les exploités reconnaissent leur propre volonté de justice »²¹. En s'opposant à l'innocentisme de la plupart des anciens militants de *Lotta continua*²², Scalzone et Persichetti affirment que l'attentat Calabresi

empêche la séparation de l'histoire des années 1970 en deux moments distincts et il rappelle, telle une montagne inamovible, que les groupes qui s'étaient déclarés combattants dès le début n'étaient pas les seuls à organiser des actions illégales et armées²³.

Enfin, le passage de certains militants de *Lotta continua* à la clandestinité, aux Nap – et par là, ultérieurement, aux Brigades rouges²⁴ – devient moins mystérieux. Remontons alors aux origines des *Brigades rouges*, afin de voir jusqu'à quel point l'expérience de la lutte armée a été enracinée dans la pratique révolutionnaire de la « décennie 68 ». Si d'un côté on montrera une genèse déterminée par

²¹ *Lotta continua*, 18 maggio 1972. D'ailleurs, ce commentaire de l'attentat a été précédé par une campagne très violente contre le commissaire, accusé d'être le responsable de l'assassinat du militant anarchiste Giuseppe Pinelli au lendemain de l'attentat de la Piazza Fontana du 12 décembre 1969. Une campagne revendiquée par l'un des leaders de *Lotta continua*, Adriano Sofri, à l'occasion de l'assemblée générale du groupe en juillet 1970 : « On nous a accusé d'avoir trop insisté [sur Calabresi] ; notre limite réelle a été, au contraire, d'avoir été incapables de construire de la mobilisation sur cet épisode si exemplaire, d'en faire partout le centre même de notre activité de masse » (« Situazione politica generale e nostri compiti », in *Comunismo*, n. 1, automne 1970, p. 41 ; cité in L. Bobbio, *Lotta continua. Storia di un'organizzazione rivoluzionaria*, Rome, Savelli, 1979 ; réédité avec le titre *Storia di Lotta continua*, Milan, Feltrinelli, 1988, p. 62). On ajoutera à tout cela la lecture des jugements par *Lotta continua* sur les premières actions des *Brigade rouges*, dont on traitera dans les pages suivantes.

²² Une exception est représentée par l'intervention d'Erri De Luca, qui publiera un article dont le contenu est résumé par son titre : « Tutti noi potevamo uccidere Calabresi » (*Chacun parmi nous aurait pu tuer Calabresi*), *Corriere della sera*, 14 mai 1996.

²³ P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 191 ; éd. it. cit., p. 137.

²⁴ En effet, on constate que 12,2% de militants provenant de *Lotta continua* sont inculpés d'association subversive (cf. D. Della Porta, *Il Terrorismo di sinistra*, Bologne, Il Mulino, 1990, p. 155).

une conjoncture dans laquelle la « tendance armée » était diffuse et massive, d'autre part, on essaiera de saisir les spécificités de la pratique des Nap par rapport, notamment, à *Lotta continua* et aux *Brigades rouges*.

Les premières actions des Brigades rouges remontent à 1970, dans les usines de Milan. Elles sont tellement enracinées dans les luttes ouvrières, que leurs attentats incendiaires ne suscitent pas un grand intérêt, se confondant avec d'autres actions spontanées ou organisées par d'autres groupes²⁵. Face à la situation de ces usines, *Lotta continua* exalte cette pratique violente : sur l'illégalité de masse contre les briseurs de grève, par exemple, le groupe écrit que il ne s'agit pas seulement de défendre l'unité de la grève : les ouvriers apprennent à exercer le pouvoir et ça leur fait plaisir²⁶.

Le premier attentat qui aura un certain retentissement date de janvier 1971. Les réactions à cet attentat incendiaire, contre l'usine Pirelli, sont exemplaires. D'un côté, la presse proche de la bourgeoisie conservatrice définit les *Brigades rouges* comme une « fantomatique organisation extra-parlementaire »²⁷. Commence ici l'opération de déni de la réalité du phénomène, un déni qui prendra des formes différentes au cours des années, jusqu'à la « rétrologie » et au « complotisme »²⁸, mais qui aura toujours pour but celui d'isoler. La gauche institutionnelle minimise, mais en suivant un schéma qui deviendra une référence stéréotypée de ses analyses.

²⁵ Cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 383. Il serait d'ailleurs trop facile de dire que cet enracinement caractérisait exclusivement les premières actions. Il suffit pour l'instant de rappeler qu'en 1978 le PCI est contraint de fermer sa section d'usine de l'Alfa-Romeo de Milan, puisqu'elle était trop influencée par les Brigades rouges (cf. P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 87-88 ; éd. it. op. cit., p. 53).

²⁶ Cité in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 384.

²⁷ *Corriere della Sera*, cité in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 399.

²⁸ La « *dietrologia* », à la lettre, c'est l'étude des choses derrière les choses ; par conséquent elle est strictement liée au « *complotismo* », c'est-à-dire aux théories du complot.

Voici ce qu'on lit, au lendemain de l'attentat, dans un petit article du quotidien officiel du PCI :

Celui qui a fait l'attentat, tout en se cachant derrière ces tracts anonymes à la phraséologie révolutionnaire²⁹, agit à la solde de ceux qui, comme Pirelli lui-même, sont intéressés à faire apparaître aux yeux de l'opinion publique la juste bataille des travailleurs pour le renouvellement du contrat comme une série d'actes de banditisme³⁰.

Le PCI arrive à dire, dans un communiqué s'adressant aux ouvriers, qu'il faut se débarrasser des provocateurs « de la manière la plus adéquate et qui correspond à la nature des actes accomplis »³¹. Excepté cet appel à la violence, l'affirmation la plus révélatrice de l'attitude du PCI³² apparaît dans une déclaration des syndicats, définissant les actions des Brigades rouges comme des « fanfaronnades provocatrices au style purement fasciste »³³.

En effet, sont introduites, dans cette dernière phrase, les trois catégories qui joueront un rôle fondamental dans le processus de déni de la réalité massive des formations armées : 1) Le terme de « fanfaronnade » renvoie à la tendance, très répandue, à marginaliser le phénomène en minimisant sa valeur politique. Cette minimalisation est proche d'une double réduction, également répandue, des présumés « terroristes » à des cas psychiatriques³⁴, et

²⁹ On fait référence au tract retrouvé sur le lieu de l'attentat, où les Brigade Rouges évoquaient, en utilisant un style télégraphique, un ouvrier licencié, les luttes à l'usine Pirelli et l'occupation de logements (cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 399).

³⁰ *L'Unità*, cité in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 399.

³¹ N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 399-400.

³² Même Valerio Lucarelli, qui dans sa reconstruction de l'histoire des Nap est toujours prudent et modéré, ne montre aucun doute sur l'attitude du PCI : « Au fil des années, le PCI glissera d'un déni de l'évidence, il parlera tant de "provocateurs fascistes" que de "brigades soi-disant rouges", jusqu'au ralliement irréversible à l'État et à la pratique directe de la délation et de la répression », (V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi*, op. cit., p. 46).

³³ N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 400.

de leurs actions à des simples « délires »³⁵. 2) Pour ce qui concerne la théorie de la « provocation », il s'agit du germe d'un véritable délire d'interprétation, qui aboutira à la théorie du complot que j'évoquais précédemment. On trouve de nombreux partisans de la thèse complotiste non seulement dans la gauche institutionnelle, mais aussi dans certains milieux radicaux et extra-parlementaires³⁶. Même quelques journaux proches du mouvement ne cesseront jamais d'accuser les brigadistes d'être des « agents provocateurs »³⁷, et le quotidien *Il Manifesto*, représentant une gauche dissidente, a toujours utilisé, pour les définir, des expressions telles que « soi-disant » ou « prétendus »³⁸. Dans le cas des Nap aussi, la presse du PCI est à la recherche de « ceux qui se cachent derrière l'obscur sigle (...), de ceux qui trament ces provocations criminelles »³⁹, en soutenant que « les véritables chefs [des Nap] demeurent inconnus »⁴⁰. Parfois, on peut remarquer des mélanges curieux entre psychologisme et

³⁴ En suivant cette lecture, Diego Novelli, membre du PCI et maire de Turin, écrit que les brigadistes faisaient partie d'un « milieu plutôt louche, composé de personnes malades du point de vue clinique – psychologiquement – et s'adonnant à la consommation de substances stupéfiantes » (D. Novelli, *L'Unità*, 16 décembre 1973).

³⁵ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 195.

³⁶ Les thèses très connues issues du milieu de l'*Internationale Situationniste*, notamment G. Sanguinetti (dans *Del terrorismo e dello Stato. La teoria e la pratica del terrorismo per la prima volta divulgate*, Milan, 1979 ; tr. fr. par J.-F. Martos, *Du terrorisme et de l'État, la théorie et la pratique du terrorisme divulguées pour la première fois*, Paris, Le fin mot de l'histoire, 1980) et G. Debord (dans sa *Préface à la quatrième édition italienne de « La Société du spectacle »*, Paris, Gallimard, 1979) soutiennent une hétérodirection des « terroristes » par les services secrets internationaux.

³⁷ C'est une accusation que le BCD (*Bollettino di controinformazione democratica*) adressera toujours aux *Brigades rouges*, comme le rappellent N. Bastestrini et P. Moroni in *L'orda d'oro*, op. cit., p. 383.

³⁸ Cf. N. Bastestrini, P. Moroni in *L'orda d'oro*, op. cit., p. 383.

³⁹ « Legati alla criminalità comune i terroristi del covo di Napoli », *L'Unità*, 14 mars 1975, cité in R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, op. cit., p. 104.

⁴⁰ « Si cerca di individuare i mandanti dei terroristi teorici del crimine », *L'Unità*, 18 mars 1975, cité in R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, op. cit., p. 104.

complotisme : derrière les Nap il y aurait « des animateurs occultes qui, par le biais d'un savoir diabolique, manipulent la faiblesse psychologique de jeunes fragiles et sans expérience »⁴¹. Mais, en général, au contraire des interprétations « psychiatriques », les théories du complot poussent aux extrêmes la valeur politique de la lutte armée, tout en en déplaçant l'origine et le sens : la montée du niveau de la violence serait organisée par des forces occultes et dirigées par les services secrets, afin de déstabiliser l'État démocratique, ou bien de consolider les coalitions politiques dominantes, afin d'empêcher l'ascension du PCI au pouvoir, ou encore pour créer les conditions d'un virage autoritaire⁴². Les militants de la lutte armée seraient alors, pour ces secteurs de la gauche, des agents provocateurs, conscients ou inconscients, au service de forces dangereuses pour la démocratie. 3) L'accusation de fascisme est peut être la plus subtile, d'une part parce qu'elle vise l'un des points fondamentaux du mouvement, à savoir l'antifascisme, en agissant donc de l'intérieur de l'imaginaire d'une génération de révoltés dont l'un des référentiels était la Résistance comme « révolution trahie »⁴³ ; d'autre part parce que, par le biais de cette catégorie, on amorce un processus de déni de la véritable nature

⁴¹ « Le tappe del terrorismo a Napoli », *Il Mattino*, 13 mars 1975, cité in R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, op. cit., p. 104.

⁴² Ces hypothèses présentent beaucoup de variantes internes, parfois spéculaires. Certains auteurs essaient de reconstruire, derrière les actions des brigadistes, un dessein de la CIA (voir S. Flamigni, *La tela del ragno. Il delitto Moro*, Rome, Edizioni Associate, 1988 ; S. Flamigni, *Convergenze parallele*, Rome, Kaos edizioni, 1988 ; A. Cipriani, G. Cipriani, *Sovranità limitata. Storia dell'eversione atlantica in Italia*, Rome, Edizioni Associate, 1993). D'autres, au contraire, attribuent au KGB le complot, impliquant aussi Kadhafi et Assad (voir C. Sterling, *La trama del terrore. La guerra segreta del terrorismo internazionale*, Milan, Rizzoli, 1981). D'autres soutiennent que les brigadistes agissaient consciemment contre le PCI ; et encore, d'après G. Galli, la lutte armée a fait l'objet d'une tolérance et d'une connivence qui avaient pour but de renforcer le bloc au pouvoir (cf. G. Galli, *Storia del partito armato*, Milan, Rizzoli, 1986). Pour une bibliographie critique à ce sujet, cf. P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 22, 296-299 ; éd. it. op. cit., p. 7, 204-209).

politique de la pratique de la lutte armée⁴⁴. D'après cette interprétation, les affrontements violents n'étant jamais spontanés et la lutte armée étant toujours instrumentalisée par des intérêts réactionnaires, les actes de violence, quelle qu'en soit l'origine manifeste, sont toujours des actes fascistes. Giorgio Amendola, dirigeant de la droite du PCI, à la question de savoir s'il s'agissait, pour les actions des brigadistes, de violence politique ou plutôt de criminalité fasciste, en résumant tout ce que nous venons de dire, répondait : « La violence politique organisée n'est pas un fait spontané, elle est dirigée par des instances qui restent cachées (...). Les actions criminelles des soi-disant Brigades rouges (...), tout acte de violence, peu importe la couleur sous laquelle elle cherche à se cacher, est toujours un acte qui ne profite qu'au fascisme »⁴⁵. Cette position consiste à faire de la violence – qui existe toujours sous une forme politique spécifique, historiquement déterminée et intimement liée à la lutte de classes – une abstraction générale et indéterminée ; la catégorie de « violence », en tant que « naturellement » fasciste, voire tout simplement criminelle, perd tout pouvoir d'explication, et devient un opérateur de neutralisation du lien entre les conjonctures, les rapports de classes, et les pratiques politiques. La violence fasciste est identifiée à la violence en général et, par conséquent, la violence est déclarée toujours nécessairement réactionnaire, donc impossible à évaluer à l'aune de son statut contingent à l'intérieur d'une situation concrète. Après avoir évoqué des liaisons entre les

⁴³ Sur la continuité entre la lutte armée et la tradition de la Résistance antifasciste, cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 400 et suiv.

⁴⁴ Il faut faire état également d'une utilisation différente de l'évocation du « fascisme », une utilisation qui n'est pas liée à une tentative de neutralisation. En se référant peut-être à Renato Curcio, lecteur de Clausewitz, *Potere operaio* écrit en novembre 1972 : « Le caractère spécifique de l'organisation militaire doit être référé uniquement à la lutte de masse. Penser la militarisation du mouvement de masse dans les termes de Clausewitz est une opération fasciste » (*Potere operaio*, novembre 1972 ; cité dans A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 166).

⁴⁵ G. Amendola, *Il Corriere della Sera*, 4 mai 1976, cité dans A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 157.

Nap et les milieux néo-fascistes de Naples, l'*Unità* écrit : « Les buts et les méthodes sont identiques à ceux des fascistes et leurs entreprises révèlent l'isolement le plus total par rapport à toute formation politique »⁴⁶. Et en effet, Amendola poussera la logique de cette analyse jusqu'au déni de l'existence d'un lien entre la violence et la nature des rapports sociaux : « Il faut rejeter ces théories qui justifient les violences politiques (...) en tant que manifestations spontanées de conditions objectives (chômage, frustration, marginalité...) »⁴⁷. Le souci principal du PCI, qui est désormais devenu le défenseur le plus fidèle de l'ordre étatique, est que l'extrémisme gauchiste puisse se retourner contre lui, tant comme contestation interne au mouvement ouvrier, critiquant l'hégémonie du parti et des syndicats, que comme soupçon de la connivence du parti vis-à-vis de la violence politique. Et ce n'était pas un souci immotivé, parce que les forces politiques de centre et de centre-droite soutenaient, en général, précisément l'existence d'une continuité entre le PCI et l'extrême-gauche. Lisons, à ce propos, la déclaration d'un représentant du courant de droite de la Démocratie chrétienne, qui d'emblée pourrait paraître assez étonnante :

Je ne comprends pas pourquoi il faudrait considérer comme un héros le basque qui tue de sang-froid une garde civique, et au contraire comme un criminel le brigadiste rouge qui tire (...). Je n'ai jamais accepté les positions de ceux qui qualifient de « soi-disant » les Brigades rouges. Je crois qu'on ne peut nier que les brigadistes rouges (...) sont devenus en Italie une véritable force politique (...) disposant désormais d'une idéologie qui n'est pas plus grossière que d'autres (...). Ceux qui en ont eu l'occasion ont reconnu en eux les marques, dont

⁴⁶ « Esplosione di Napoli : le azioni dei Nap si inseriscono nella strategia della tensione », *L'Unità*, 15 mars 1975, cité dans R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, op. cit., p. 104.

⁴⁷ G. Amendola, *Il Corriere della Sera*, 4 mai 1976 ; cité dans A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 157.

on ne peut pas douter, du militantisme politique et non celles de la provocation ou de la délinquance commune⁴⁸.

Bien que pour des raisons d'instrumentalisation réactionnaire, notamment afin d'isoler le PCI pour empêcher le développement de la politique réformiste de la gauche parlementaire, le centre-droite est à ce moment-là sans doute plus proche de la réalité que la plupart de la gauche institutionnelle et dissidente.

Revenons aux réactions de *Lotta continua* face aux premières actions des Brigades rouges. Le jugement sur l'attentat incendiaire contre Pirelli, même s'il propose une critique de l'exemplarité du geste violent, ne met pas en cause l'usage de la violence en tant que tel :

Si les masses ont déjà compris que le recours à la violence est inévitable, les actions exemplaires ne sont pas nécessaires (...). L'organisation militaire des masses ne se construit pas sur la base des actions militaires de quelques groupes (...). Elle se construit à partir de la réalisation d'organismes politiques de masse stables et autonomes⁴⁹.

Même s'il s'agit d'un jugement qui est encore tout interne à une position envisageant comme nécessaire la pratique militarisée de la violence, cette critique de l'action exemplaire touche à un point de différenciation décisif entre la ligne des Brigades rouges et celle de *Lotta continua*, qu'on verra explicité dans toute sa clarté dans la conception nappiste de la lutte armée. D'autre part, au cours de l'année suivante, *Lotta continua* va se réorganiser, dans la direction de son « tournant militariste », scellé par le congrès de Rimini en juillet 1972. Dans les documents préparatoires, A. Sofri écrit :

Il faut se préparer, et préparer tout le mouvement, à un affrontement généralisé, avec un programme politique ayant

⁴⁸ M. De Carolis, *Il Corriere della Sera*, 4 février 1976 ; cité in A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 157.

⁴⁹ Communiqué de *Lotta continua*, cité in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 400.

comme ennemi direct l'État et comme instrument l'exercice de la violence révolutionnaire, de masse et d'avant-garde⁵⁰.

En effet, à l'occasion de la première séquestration politique de l'histoire italienne, mise en œuvre par les Brigades rouges le 3 mars de la même année⁵¹, *Lotta continua* montre une attitude bien plus proche des brigadistes : « Nous croyons que cette action s'insère d'une manière cohérente dans la volonté généralisée des masses de conduire la lutte de classes aussi au niveau de la violence et de l'illégalité »⁵², et encore, sur un ton triomphaliste : « La séquestration des dirigeants de Sit-Siemens et de Renault⁵³ : la justice révolutionnaire commence à faire peur – Vive la justice révolutionnaire »⁵⁴. *Potere operaio* aussi donne de l'épisode une lecture positive :

Un *commando* ouvrier a effectué, pour la première fois dans l'histoire de la classe ouvrière italienne, une séquestration. Nous remarquons que la réception de cet acte, au niveau de la classe ouvrière, a été positive. Le bond en avant qualitatif démontré par cette action dans la gestion de la lutte a été positif (...). Il semblerait que pour la classe ouvrière milanaise, aujourd'hui à l'avant-garde du mouvement global, l'articulation entre masse et action d'avant-garde apparaisse désormais comme un résultat acquis⁵⁵.

C'est évidemment un moment de grand consensus autour des Brigades rouges, qui vont également s'enraciner, en 1973, dans le

⁵⁰ Cité in L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 100 ; cf. O. Vettori (a cura di), *La sinistra extra-parlamentare in Italia*, Rome, Newton Compton, 1973, p. 257-80.

⁵¹ Il s'agit de la séquestration d'un dirigeant de la Sit-Siemens de Milan, Idalgo Macchiarini.

⁵² Communiqué de *Lotta continua*, cit. in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 414.

⁵³ Quelques jours après, en France, la Nouvelle résistance populaire séquestrera un dirigeant de Renault, Robert Nogrette.

⁵⁴ Cité in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 415.

⁵⁵ Communiqué de *Potere operaio*, in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 414-415.

tissu ouvrier de Turin. C'est aussi le moment où, suite aux luttes à l'usine Fiat Mirafiori, la gauche révolutionnaire va se reconfigurer, en accentuant ses différenciations internes, en particulier celle entre le projet de l'autonomie et la tendance brigadiste à se constituer en parti armé⁵⁶. Mais, jusqu'à cette date, on peut bien affirmer que les Brigades rouges sont « un exemple parfaitement réussi de la théorie mouvementiste qui veut que les militants soient "clairs pour le mouvement et obscurs pour le pouvoir" »⁵⁷.

La violence en tant que théorie

La question de la violence, qui sera l'un des points décisifs à propos desquels se déroulera le débat interne à la gauche révolutionnaire, jusqu'aux dérives les plus inquiétantes du terrorisme, se pose dans des circonstances déterminées et avec des motivations précises. D'une part, elle représente la façon la plus immédiate de représenter dans toute sa force l'affirmation de l'antagonisme entre les classes et la tension vers la rupture révolutionnaire ; d'autre part elle constitue la démarcation *la plus simple et explicite vis-à-vis de la pratique de la médiation menée par les réformistes*⁵⁸.

Les aventures du réformisme sont essentielles pour la compréhension de la dialectique entre les forces institutionnelles et la formation des groupes de lutte armée. On a évoqué la politique du PCI, engagé dans la réalisation du « compromis historique », ce qui laissait beaucoup d'espace libre « à sa gauche » et montrait concrètement l'impossibilité du changement de l'intérieur des institutions. L'expérience de la lutte armée en Italie commence dans le cadre de deux situations différentes dans lesquelles l'expérience du réformisme avait été déterminante⁵⁹.

⁵⁶ Cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 416.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 382.

⁵⁸ L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 24 ; c'est moi qui souligne.

⁵⁹ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 33.

Les Brigades Rouges naissent de la fusion entre deux groupes qui proviennent de deux villes très différentes, Trente et Reggio en Emilie, deux villes qui ont néanmoins en commun une expérience réformiste⁶⁰ décevante qui fut vécue comme une confirmation de la faillite nécessaire de toute politique qui essaierait de renouveler la société sans révolutionner les institutions. C'est à Trente que s'expérimentent de nouvelles formes de contestation qui feront partie de la pratique des forces antagonistes autour de 1968. En 1962 le courant de gauche de la Démocratie Chrétienne, le parti dominant du centre conservateur en Italie, fonde à Trente une université très moderne, la première dotée d'une faculté de sociologie, dans un contexte où la situation générale de l'université italienne est désastreuse : le système et le règlement remontent aux années du fascisme, et les rapports entre étudiants et enseignants ont un caractère moyenâgeux. Dans ce cadre catastrophique, l'université de Trente, qui avait été conçue comme un lieu de formation d'une nouvelle classe dirigeante, ouvre aussi de nouvelles perspectives de changement qui sont en excès par rapports aux intentions originaires. Au début, en 1965, les étudiants organisent des protestations simplement corporatives, mais entre 1967 et 1968 les revendications deviennent de plus en plus politiques. La réaction des institutions est initialement mitigée : celles-ci cherchent une médiation avec les étudiants, par exemple en appelant des professeurs proches des idées de la contestation. Entre étudiants et institutions se développe la dialectique suivante, apparemment assez étrange : d'un côté, au fur et à mesure que les institutions se montrent ouvertes aux revendications des étudiants, ceux-ci se rendent compte que ce n'est pas dans les institutions qu'on peut changer la société. De l'autre côté, au fur et à mesure que les étudiants radicalisent la lutte, les institutions se rendent compte que satisfaire les revendications des étudiants amène

⁶⁰ En effet, même si Trente est une forteresse démocrate-chrétienne, tandis que Reggio est administrée par le PCI, on peut saisir entre ces deux villes des analogies, à commencer par la politique singulièrement ouverte et dialectique que la DC et le PCI y ont mené.

nécessairement à un processus d'auto-négation des institutions. À Trente le mouvement a saisi, dans la pratique des luttes, l'impossibilité d'un parcours réformiste dans les institutions ; il devient clair, à travers l'expérience même de la contestation, qu'il faut *détruire* les institutions. Le mouvement comprend que, en posant comme but stratégique la réforme du système universitaire, ne seront obtenues que ces réformes qui seront les plus compatibles avec les rapports de classe existants, et qui en dernière instance contribuent à sa rationalisation et à son renforcement⁶¹. En même temps, les institutions ont compris qu'il faut arrêter le mouvement afin d'éviter que les institutions s'auto-suppriment. C'est à ce moment là que la répression devient encore plus dure et que commence le reflux du mouvement. C'est dans ce milieu étudiant de Trente, très particulier mais également exemplaire, que s'est formé politiquement Renato Curcio. En 1969, lorsque la vague de la contestation étudiante commence à s'épuiser, Curcio quitte Trento et part pour Milan, où la situation est bien plus avancée en ce qui concerne le niveau de l'alliance entre étudiants et luttes ouvrières. L'année suivante, il sera l'un des fondateurs des Brigades rouges.

Une autre réalité socio-politique liée à l'origine des Brigades rouges est celui de la ville de Reggio en Emilie. Là aussi se sont politiquement formés les premiers militants du groupe armé, dont l'un des plus connus est Alberto Franceschini. Tout comme Trente, mais dans un sens différent, Reggio est un symbole de l'échec de la politique réformiste. Le PCI y était partout, et gérât toute sorte d'activités : les activités culturelles, sportives et récréatives étaient

⁶¹ Dans un article paru en novembre 1967 dans la revue *Lavoro politico*, on peut saisir clairement cette prise de conscience et son rôle dans la radicalisation des luttes : « La demande de réformes a épuisé sa capacité de mobilisation du mouvement des étudiants (...). On ressent, en profondeur, la nécessité de passer à d'autres formes de contestation (...). Il devient désormais évident que se donner pour but stratégique une simple réforme de l'école, ça signifie obtenir ces réformes, et seulement elles, qui sont compatibles avec le système » (« Nuovi obiettivi politici », in *Lavoro politico*, novembre 1967 ; cité in A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 40).

sous le contrôle du Parti. Depuis une trentaine d'années, toute forme d'association passait par le PCI, tout en restant inspirée par une ligne plutôt ouverte aux instances sociales et radicales. De manière cohérente avec cette politique relativement novatrice, le parti, face à la contestation étudiante, choisit de laisser un certain espace d'expression aux instances des nouvelles générations ; les jeunes contestataires pouvaient ainsi s'exprimer librement, même dans les réunions du parti. Ils étaient écoutés, les dirigeants et les administrateurs essayaient de trouver une médiation entre leurs revendications et la ligne du parti. Mais, comme toute politique réformiste, cette ouverture devait rencontrer ses limites ; face à ces limites, les jeunes militants les plus déterminés, furent obligés *de facto* d'abandonner le parti. Plusieurs partirent à Milan, pour rejoindre le groupe de Curcio⁶².

Ceux de Trente et de Reggio sont deux cas particuliers montrant l'échec de l'attitude réformiste en tant que lieu d'origine d'une tendance favorable à la lutte armée. Mais l'échec de la politique réformiste était une question nationale. À partir de 1962, le projet est amorcé de réaliser finalement des « réformes de structure », dont le pays avait sans doute un très grand besoin, en donnant vie à l'expérience du premier gouvernement de centre-gauche. À la fin des années 1960, il est désormais clair que l'alliance entre la Démocratie Chrétienne et le Parti Socialiste a fait faillite. La déception vis-à-vis du centre-gauche a sans doute joué un rôle important dans la situation politique de la fin des années 1960 : l'impossibilité de réformer l'Etat a poussé le mouvement vers des choix plus radicaux, en diffusant aussi dans les masses la conviction qu'on ne pouvait pas espérer changer les institutions existantes sans les briser.

Celle du centre-gauche ne fut pas la seule déception. En effet, à la fin de la Seconde guerre mondiale, plusieurs résistants

⁶² Sur l'histoire du groupe de la FGCI (Fédérations des jeunesses communistes italiennes) autour de Franceschini, voir A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 14-30.

communistes avaient espéré que la révolution aurait fait suite à la libération. Une fois la guerre terminée, certains anciens résistants avaient refusé de rendre leurs armes et dans les années 1960, selon les rumeurs qui circulaient, ces armes étaient toujours conservées, dans l'espoir de pouvoir les utiliser dans une insurrection à venir⁶³. Beaucoup de militants communistes attendaient toujours la révolution qui aurait dû faire suite à la guerre : pour ces militants, la résistance avait été une révolution trahie. Dans ce contexte, déjà marqué par une forte tension politique et sociale, prit naissance la « stratégie de la tension »⁶⁴, dont le rôle fut peut-être relativement limité. En effet, quoiqu'elle ait contribué à répandre une atmosphère menaçante et à justifier l'intensification de la répression, il reste difficile de la considérer comme la cause principale de la naissance de la tendance militariste dans le mouvement. Mis à part les Gap (*Gruppi armati proletari*), tous les autres groupes armés menaient une pratique de la violence tout à fait offensive et non pas réactive ; comme le dit O. Scalzone, « la propagande armée et d'autres tendances armées se développèrent indépendamment de la "stratégie de la tension" et des attentats de l'extrême droite »⁶⁵. Mais on ne peut pas nier que cette tension ait joué un rôle considérable marquant le climat général de ces années.

⁶³ Le journal le plus proche des Brigades Rouges, après l'expérience éphémère de *Sinistra proletaria*, s'appelait *Nuova Resistenza*, faisant évidemment allusion à la continuité avec la Résistance des années quarante. Sur ce rapport ainsi que sur l'influence du mythe des anciens résistants, voir N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 400-401.

⁶⁴ Le 12 décembre 1969, l'explosion d'une bombe à Milan marquera le début d'une série de massacres de matrice néofasciste, organisés par certains appareils de l'Etat dont le but est de déstabiliser le pays, afin de droitiser l'opinion publique. Les actions des néofascistes ne consistent pas seulement à produire des massacres en collaboration avec l'Etat. Pendant les années 1970 les militants de gauche subissent continuellement des actes violents de matrice néofasciste : chaque jour les fascistes déclenchent des attaques, des agressions, d'une violence physique gratuite et souvent mortelle.

⁶⁵ P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 194 ; éd. it. op. cit., p. 143.

Pour résumer, à propos du contexte qui amènera certains groupes révolutionnaires à choisir de façon presque naturelle la lutte armée, on peut dire que la contestation de 1968 avait formé une génération de militants qui se trouva très rapidement dans une situation totalement changée. En 1969, les attentats fascistes et les « tueries d'Etat » alimentent la crainte d'un coup d'Etat réactionnaire, et si en France triomphe désormais le gaullisme, en Italie la tendance dominante est la généralisation de l'affrontement. La contre-offensive des institutions se révèle très dure : en Italie entre octobre 1969 et janvier 1970 sont portées, contre les militants de la gauche extra-parlementaire, treize mille plaintes⁶⁶. En outre, quoique l'activisme ouvrier puisse apparaître toujours plus fort, il est aussi exposé au risque d'être coopté dans la lutte institutionnelle et réformiste ; au reflux du mouvement des étudiants, fera suite le reflux du mouvement ouvrier. Il est impossible ici d'analyser les causes du reflux, lié non seulement à la répression, mais aussi à des contradictions internes au mouvement. Ce qui est certain, c'est qu'au début des années 1970 les manières possibles de poursuivre une lutte réellement antagoniste étaient drastiquement limitées. Beaucoup de militants rentrèrent effectivement au PCI ; d'autres ne réussirent pas à réagir à la fin du mouvement et choisirent l'autodestruction individuelle⁶⁷ ; d'autres encore perdirent simplement tout intérêt pour la politique. Enfin, une partie alimenta la formation des groupes de la gauche extra-parlementaire ; face aux nombreuses contradictions internes et à la répression qui frappait ces groupes, une minorité choisira la clandestinité, qui a été souvent vécue comme un choix, sinon obligé, du moins tout à fait naturel, en tant que moment

⁶⁶ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 82. Et si on considère les condamnations, jusqu'en 1997, 4087 adhérents à des associations subversives et des groupes armés de la gauche ont été condamnés pour des actions liées à des tentatives de subversion de l'ordre constitutionnel (cf. *Progetto memoria. La mappa perduta*, Rome, Sensibili alle foglie, 1994 ; cité in P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 77 et suiv. ; éd. it. op. cit., p. 52).

⁶⁷ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 177, où référence est faite en particulier à la dérive vers l'« oubli-suicide de la drogue ».

nécessaire pour dépasser la crise de la mobilisation⁶⁸. Du point de vue de l'analyse théorique, la nécessité de relancer l'affrontement correspond à la conviction que la crise du capitalisme n'est pas conjoncturelle, mais structurelle⁶⁹ ; par conséquent, les conditions objectives de l'action efficace sont déjà données, et il faut en créer les conditions subjectives.

C'est dans cette lecture du présent qu'on peut inscrire l'action des Brigades rouges, en tant qu'action se voulant exemplaire, selon une conception pédagogique de l'intervention armée visant la formation de la subjectivité révolutionnaire. Il s'agit d'une conception qui, si elle s'oppose d'un côté au léninisme, en dépassant la distinction entre le militaire et le politique, propose de l'autre encore le même modèle d'extériorité de l'avant-garde, dans la mesure où la lutte armée coïncide avec la théorie elle-même⁷⁰. Tout en refusant cette identité entre théorie et lutte armée, la violence des Nap a pour but la subjectivation révolutionnaire, mais dans un sens tout à fait différent. En effet, pour les nappistes la nécessité de relancer l'affrontement a plutôt été liée à la pratique directe de leur militantisme. D'un côté, ils sont entrés en clandestinité d'une manière tout à fait naturelle, presque automatique, tant par leur familiarité avec l'extra-légalité, que pour échapper à la répression croissante. De l'autre côté, la dialectique contradictoire et ambiguë caractérisant leur groupe d'origine, *Lotta continua*, contribue également à déterminer leur choix. C'est autour de cette dialectique que nous allons développer notre analyse.

⁶⁸ Cf. *Ibid.*, p. 177. Balestrini et Moroni situent le début de ces réactions de désagrégation en 1972, suite à la mort de Giangiacomo Feltrinelli (cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, *op. cit.*, p. 408).

⁶⁹ Cf. P. Baldelli, *Prefazione* à A. Silj, *Mai più senza fucile*, *op. cit.*, p. XII ; voir également p. 188.

⁷⁰ Cette remarque ne s'oppose pas, mais plutôt s'intègre à la définition donnée par Scalzone de l'« antiléninisme organisationnel des BR » (P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, *op. cit.*, p. 100 ; éd. it. *op. cit.*, p. 49).

Lotta continua et ses ambiguïtés

La révolution ne peut plus être vue comme le débouché nécessaire de la catastrophe économique du capitalisme, mais comme l'intensification de l'affrontement politique entre capital et prolétariat ; c'est-à-dire le passage de la perspective de l'insurrection à celle de la *lutte armée de longue durée*, aussi dans les pays du capitalisme tardif.⁷¹

Evidemment, il n'est pas question ici de chercher à dire une vérité définitive sur le trajet fort compliqué de *Lotta continua*. Il s'agit simplement d'essayer de saisir quelques idées à l'égard de certaines ambiguïtés qui ont été souvent refoulées, de contradictions qui furent déterminantes pour la genèse des Nap. Luigi Bobbio nous donne une image de *Lotta continua* qui deviendra « classique », celle du groupe qui représenta le produit le plus pur des instances de la contestation, ayant reçu sa physionomie directement du mouvement de 1968. Cette image est pourtant en contradiction avec certaines positions spécifiques. Lisons par exemple ce que Bobbio écrit à propos de la violence :

Affrontement ouvert, rupture, violence révolutionnaire : il s'agit de concepts élémentaires, tout à fait insuffisants pour esquisser une stratégie ; mais ils fonctionnent en tant que lignes de partage, points de départ pour un processus de recherche (...). Le slogan « non à la guerre, oui à la guérilla », caractérisant les manifestations de cette période, n'est pas là pour désigner une improbable proposition *guerillera* pour notre pays, mais relève plutôt de l'affirmation tranchante de la démarcation qui sépare – d'une manière d'emblée très nette (...) – la subjectivité révolutionnaire naissante de l'univers du gradualisme, des conflits institutionnalisés, du réformisme⁷².

Et par conséquent : « La reprise du thème révolutionnaire n'est pas déterminée par un retour mécanique à la tradition léniniste où à

⁷¹ A. Sofri, in *La discussione di settembre*, polycopié par *Il Potere operaio toscano*, 8 septembre 1968, cité in L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 32 (j. s.).

⁷² *Ibid.*, p. 23.

celle de la Troisième Internationale »⁷³, mais plutôt, continue-t-il, par l'influence des thèses marcusiennes. Tout en confirmant, à juste titre, la liaison entre violence et réformisme que nous venons d'analyser, ce passage tente de réduire la violence pratiquée par *Lotta continua* uniquement à un geste de démarcation, donc à l'ordre du symbolique⁷⁴, ce qui risque de produire des effets de neutralisation. Mais Bobbio nous propose surtout une image compacte du groupe comme étant tout à fait éloigné de la tradition marxiste. C'est cette accentuation de l'hétérodoxie de *Lotta continua* que nous allons nuancer, par le biais d'une problématisation de cette image, en la confrontant à l'attitude contradictoire par rapport à la « Commission prisons » – ce qui amènera, à partir de 1973, certains militants à donner vie à l'expérience des Nap.

Si on voulait déterminer un fil conducteur de l'expérience de *Lotta Continua*, au-delà de ses nombreux virages, il faudrait le chercher dans sa réceptivité vis-à-vis des suggestions provenant des luttes. Ce qui a toujours distingué *Lotta Continua* c'est la tendance à considérer les mouvements réels comme la principale – et peut-être la seule – source de légitimation de sa propre existence. Elle naît comme organisation des étudiants et des ouvriers déqualifiés des grandes usines, mais elle devient l'organisation de tous ceux qui sont logés dans des taudis, des soldats, des détenus, et des chômeurs⁷⁵.

Bobbio identifie alors le caractère essentiel de *Lotta Continua* à sa matrice mouvementiste, s'exprimant dans la volonté d'agir dans les luttes, en suivant le flux des mouvements, dans une position de refus du dogmatisme et du théoricisme de certains groupes marxistes-léninistes, un refus consistant finalement dans le primat absolu de la pratique. Cette matrice mouvementiste amène *Lotta continua* à « s'engager pour donner une expression politique aux

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Si on ne peut nier une certaine efficacité de la violence en tant que marque de différenciation, il faut éviter de la réduire uniquement à sa fonction symbolique.

⁷⁵ L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 3.

couches de la société qui n'ont pas de représentation, c'est-à-dire aux véritables protagonistes de la lutte »⁷⁶, et ce caractère serait ce qui la distingue nettement des autres organisations qui surgissent dans cette même période.

Pour les organisations de la *Nuova Sinistra* (...) en effet le sujet le plus important est le mouvement ouvrier qui est déjà politisé, tandis que *Lotta continua* se représente au contraire comme un opérateur majeur de politisation. Elle ne vise pas à soustraire la base à l'emprise des révisionnistes et des réformistes, au contraire elle cherche à saisir la rébellion ouvrière et sociale là où elle surgit, sans médiations politiques prématurées ou superpositions idéologiques⁷⁷.

C'est pourquoi *Lotta continua* réussit à « organiser dans ses rangs (...) une consistante base prolétarienne, qui a une forte charge de rébellion mais une expérience politique insuffisante »⁷⁸.

Mais c'est en suivant cette ligne mouvementiste, qui apparaît, d'après cette description, marquée par un esprit romantique et presque naïf, que *Lotta continua* lance une campagne politique qui croise les actions des naissantes Brigades rouges. *Sinistra proletaria*, revue exprimant les positions des Brigades rouges entre 1970 et 1971, s'engage dans une propagande de réappropriation des espaces métropolitains, sous le mot d'ordre « Reprenons la ville ! » :

Ceux qui sont de notre côté *ne demandent pas, ils prennent !*
Ils prennent le logement, ils prennent les transports publics, ils prennent les livres (...). En un mot, *ils prennent ce qui est à eux, ils prennent la ville* parce qu'ils ont appris et compris que tout ce qui existe, toute chose, précisément tout, ce sont eux qui l'ont fait⁷⁹.

Il s'agit du même slogan lancé, à la même époque, par *Lotta continua* :

⁷⁶ *Ibid.*, p. 3-4.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 4.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 4.

⁷⁹ *Sinistra proletaria*, cité in A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 88 (j. s.).

Nous avons un programme. Tout d'abord, l'unification de tout le prolétariat, la *lutta armée* contre l'Etat bourgeois (...). *Reprenons la ville* est un mot d'ordre général (...), c'est le moyen réel de donner aujourd'hui son débouché et son sens politique à deux années de luttes⁸⁰.

Ce n'est pas qu'un moment de convergence verbale⁸¹. Dans les documents de *Lotta continua*, à ce moment-là, on constate le lien très clair entre la lutte pour la vie quotidienne, la lutte pour la ville, et la lutte armée, qui est à l'ordre du jour dans leur programme, comme on vient de le voir ; ce qui est encore confirmé par l'objectif de l'occupation des quartiers, qui devront devenir des « *arrières politiques et organisationnels à partir desquels se développera la lutte armée* »⁸². En outre, il faut remarquer que ce mot d'ordre amène *Lotta continua* et *Sinistra proletaria* à s'opposer à *Potere operaio*. En écrivant que la « conception livresque et économiste selon laquelle la lutte de classe ou la politique sont des choses séparées de la vie, alors que les masses donnent autant d'importance, voire plus, à leur vie sociale qu'à leur travail »⁸³, *Lotta continua* s'adresse évidemment à *Potere operaio*. Mais c'est *Potere operaio* qui relancera le mot d'ordre « Reprenons la ville », tout en le traduisant dans sa propre ligne, en lui imposant un changement de sens par le biais d'autres mots-clés, tel que « appropriation » et « assaut à la richesse ». Face à ces mots d'ordres ainsi transformés, la critique de *Lotta continua* est assez claire : ils ne font guère de sens, parce que

⁸⁰ « Prendiamoci la città », *Lotta continua*, n. 20, 12 septembre 1970 ; cité in A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 88 (j. s.).

⁸¹ A. Silj, en effet, soutient qu'il s'agit d'un « moment de convergence très bref (et probablement uniquement verbal) », *Ibid.*, p. 88.

⁸² « Prendiamoci la città », documento per II congresso nazionale di *Lotta continua*, polycopié, juillet 1971 (cf. L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 84), cité in I. Sommier, *Un nouvel ordre de la vie par le désordre : histoire inachevée des luttes urbaines en Italie*, http://www.upicardie.fr/labo/curapp/revues/root/40/isabelle_sommier.pdf_4a09324216fac/isabelle_sommier.pdf

⁸³ « Prendiamoci la città », in *Lotta continua*, n. 20, 12 septembre 1970 ; cité in A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 88.

« ce qu'on produit dans cette société n'est pas de la richesse sociale, mais des marchandises, c'est-à-dire de la richesse pour les patrons et de la misère pour les prolétaires », et pour les prolétaires, « richesse, ça signifie satisfaction de leurs propres besoins, ce qui implique une transformation radicale de la façon de vivre, d'être dans le monde, de travailler »⁸⁴. Nous ne pourrions pas montrer ici que la position de *Potere operaio*, visant l'appropriation immédiate de la richesse, telle qu'elle nous est donnée dans cette société, est la conséquence nécessaire d'une option théorique, parfois implicite, caractérisant le trajet de l'*operaïsme* et du *post-operaïsme*.

Ce qui est essentiel pour notre propos, c'est qu'à ce moment-là, *Lotta continua* et les *Brigades rouges*, tout en se divisant sur plusieurs questions, se trouvent du même côté contre la ligne de *Potere operaio*, une ligne qui joue néanmoins les mêmes mots d'ordre sur le même terrain ; ce qui nous offre une nouvelle occasion pour montrer la nécessité de nuancer certaines démarcations tranchantes, qui voient s'opposer d'un côté le léninisme de *Potere operaio*, de l'autre côté le mouvementisme de *Lotta continua*, et, d'un tout autre côté, les terroristes fous, déracinés et « fascistes ». En outre, il ne fait aucun doute désormais que dans les choix qui seront faits par rapport à la lutte des détenus et, par conséquent, des Nap, il n'était nullement question, pour *Lotta continua*, de refuser la violence armée. Et en effet, au moins entre 1970 et 1971, la violence armée est inséparable du programme de la réappropriation des espaces et de l'enracinement dans le territoire. Non seulement du fait de la « parfaite syntonie »⁸⁵ avec *Sinistra proletaria*, mais aussi à cause des conséquences pratiques qu'entraîne cette ligne. La campagne visant à s'approprier la ville, les espaces métropolitains, à travers la lutte pour le logement et les transports publics gratuits, a déterminé un puissant développement de l'activité dans les quartiers et un certain rapprochement des masses, mais a comporté également

⁸⁴ L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 82.

⁸⁵ C'est une expression d'A. Silj (*Mai più senza fucile*, op. cit., p. 162), mais qui est nuancée par le doute qu'il ne s'agisse que d'une convergence purement verbale.

un usage massif de la violence, par exemple dans le cas des occupations d'immeubles, ce qui a entraîné une tendance croissante à la clandestinité et à la centralisation, et le renforcement du service d'ordre. Ce sont les présupposés du « tournant militariste » en 1972, qu'il faut lire, d'après Bobbio, comme un fruit de la conception militariste de l'engagement politique héritée du mouvement de 1968, selon laquelle la politique était la science du pouvoir, la violence représentant l'essence de la domination bourgeoise⁸⁶. Quoiqu'il en soit, *Lotta continua* semble s'éloigner de la violence en tant que théorie, tout en continuant à affirmer la valeur de l'action exemplaire⁸⁷ ; une pratique de la violence va se lier de plus en plus aux actions pour les espaces urbains, contribuant à l'enracinement dans le territoire, ce qui nous rapproche des lieux d'origine des Nap.

En tant qu'« opérateur de politisation », et dans le cadre d'une volonté de généralisation des luttes en dehors des usines, *Lotta continua* s'avère capable d'animer plusieurs initiatives sociales, par lesquelles elle va s'enraciner dans les territoires peu industrialisés et peu politisés du Sud. Sa conception du primat de la pratique, liée à sa formation dans les mouvements issus de 1968, lui permet d'aller chercher les sujets potentiellement révolutionnaires parmi les marginaux, les chômeurs, dans la réalité extra-légale. *Lotta continua* a pu ainsi mettre à l'épreuve l'idée d'un antagonisme naturel des populations de ces territoires considérés comme extérieurs à l'ordre étatique, et découvrir la difficulté de politiser des espaces marqués par l'extranéité à la société juridiquement reconnue contre laquelle il aurait fallu se révolter. En effet, le territoire suburbain, les enclaves de marginalité du sud de l'Italie, lieu d'origine de la plupart de ceux qui deviendront les Nap, constituent un espace, comme l'a dit Erri De Luca, où une autre loi est en vigueur, la loi d'un ordre qui ne reconnaît pas l'ordre de l'Etat, d'un lieu où l'Etat peut uniquement faire irruption, comme dans un territoire étranger. Suite à la révolte

⁸⁶ Voir L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 100-108 ; cf. également R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, op. cit., p. 42-43.

⁸⁷ Voir L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 93.

de Reggio Calabria, en 1971, Adriano Sofri s'établit à Naples, ville qu'il considère comme un lieu stratégique. En effet, bien qu'instrumentalisée par les groupes fascistes, cette révolte est interprétée par *Lotta continua* comme porteuse d'un nouveau sujet politique, un sujet qui apparemment refuse la politique mais qui en réalité « ressent le besoin d'une politique qui s'intéresse aux besoins des masses, à leur façon de vivre et de penser, à partir de la *rupture la plus radicale contre cette politique qui s'identifie aux partis* »⁸⁸.

De même que la violence, l'intérêt pour la rébellion spontanée est évidemment lié, encore une fois, à la nécessité de tracer une ligne de démarcation entre réformisme et antagonisme. Entre 1971 et 1972, *Lotta continua* organise à Naples des initiatives d'entraide telles que les cantines sociales pour les enfants des quartiers prolétariens et soutient des revendications très concrètes à travers la diffusion d'un journal local⁸⁹, dans la perspective de lancer un défi à l'Etat, dont étaient montrées la corruption et l'impuissance vis-à-vis des besoins élémentaires des couches populaires. La cible la plus immédiate était surtout la politique du PCI, incapable de mener une activité sociale efficace. La pratique de *Lotta continua* était alors aussi la manifestation visible de l'échec du réformisme⁹⁰. Mais l'enjeu décisif était sans doute ailleurs, le but stratégique de l'organisation étant d'unifier les luttes ouvrières du Nord et l'insoumission du Sud par le biais de la politisation du sous-prolétariat. Le projet d'une subjectivation politique externe à la classe ouvrière s'inscrivait évidemment dans une stratégie globale visant à élargir la mobilisation et à accélérer le processus révolutionnaire, ce qui était cohérent avec une pratique de lutte conçue comme praxis immédiate de libération. Toutes ces

⁸⁸ R. Ferrigno, *Nuclei Armati Proletari*, op. cit., p. 53-54.

⁸⁹ Il s'agit d'un journal de contre-information de Naples, *Mo' che il tempo si avvicina*, dont le rédacteur en chef fut A. Sofri lui-même.

⁹⁰ Cf. N. Lay, *Napoli, il terremoto quotidiano : miseria, disoccupazione e lotte sociali negli anni '70*, Naples, Loffredo, 1982 ; cité in R. Ferrigno, *Nuclei Armati Proletari*, op. cit., p. 57.

ambiguïtés sont liées, au fond, à des articulations contradictoires entre conditions objectives et subjectives, et entre le prolétariat et le *Lumpenproletariat*, sur lesquelles *Lotta continua* n'a jamais cessé d'osciller.

La prison en tant qu'occasion

La production n'est pas séparable de l'acte de production ; même chose pour tous les artistes exécutants, orateurs, acteurs, enseignants, médecins, prêtres, etc. Là aussi, il n'y a mode de production capitaliste que dans une mesure réduite et il ne peut avoir lieu, par la nature de cette activité, que dans quelques sphères. (...) [suivent des exemples : l'acteur est simplement un artiste vis-à-vis du public, mais il est un travailleur productif vis-à-vis de son entrepreneur]. Tous ces phénomènes de la production capitaliste dans ce domaine sont si insignifiants comparés à l'ensemble de la production, qu'on peut les laisser totalement de côté⁹¹.

L'enracinement dans les enclaves de l'espace urbain glisse vers un autre espace qui s'avérera décisif pour suivre le développement de ces tendances contradictoires. Après une brève période de détention, Adriano Sofri « sort de prison, en 1971, et se rend à Naples, avec une liste de détenus politisés avec lesquels il fallait établir des contacts. Parmi ces détenus, comptaient deux futurs membres des Nap, Fiorentino Conti et Sergio Romeo »⁹².

Afin de comprendre la genèse des Nap, il ne faut pas oublier la plurivocité du concept d'espace. D'un certain point de vue, la question de l'espace est une simple « façon de parler », parce que ce qui est véritablement en question est la modalité, voire la possibilité,

⁹¹ K. Marx, *Théories sur la plus-value*, t. I, publié sous la responsabilité de G. Badia, Paris, Editions Sociales, 1974, p. 480.

⁹² C. Moreno, témoignage recueilli dans A. Cazzullo, *I ragazzi che volevano fare la rivoluzione, 1968-1978 : storia di lotta continua*, Milan, Mondadori, 1998 ; cité in R. Ferrigno, *Nuclei Armati Proletari*, op. cit., p. 54.

de la subjectivation politique, dans un sens révolutionnaire, des couches sociales qui n'appartiennent pas à la classe directement productrice de plus-value. Mais, en tant que forme dans laquelle s'énonce cette question plus fondamentale, la problématique de l'espace est une « apparence réelle », au niveau de laquelle il a été possible de formuler les enjeux théoriques et pratiques du processus de la lutte.

Dans cette hypothèse de la subjectivation révolutionnaire externe à la classe ouvrière, ce qui a été déterminant depuis le début fut un espace évidemment très particulier, à savoir la prison. La situation du système pénitentiaire était catastrophique, les conditions de détention apparaissant comme inhumaines et insoutenables, même aux yeux des secteurs modérés de l'opinion publique. C'est donc, encore une fois, à partir de la pratique et de la situation contingente que *Lotta continua* trace sa ligne d'action. Ce sont les mêmes militants du mouvement des prisons qui nous rappellent que des révoltes isolées avaient déjà eu lieu pendant les années 1960, mais ces révoltes se font de plus en plus organisées et politisées à partir de 1969⁹³, et par conséquent les revendications s'éloignent progressivement du réformisme initial au fur et à mesure que la répression s'aggrave⁹⁴. Suite à la vague de répression qui frappa surtout les groupes de la nouvelle gauche extra-parlementaire, en 1969 nombre de militants révolutionnaires font l'expérience de la prison. Ce qui comportera deux conséquences : d'un côté, beaucoup de militants ont connu les prisons et ont vécu directement les conditions des détenus, pouvant donc transmettre leur expérience après leur sortie ; de l'autre côté, les prisons elles-mêmes changent

⁹³ Sur le caractère spontané des révoltes avant 1969, cf. Collectif de S. Vittore, in *Lotta continua, Liberare tutti i dannati della terra, op. cit.*, p. 145-149, 176-177. Cf. également I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, Turin, Einaudi, 1973, p. 211-221.

⁹⁴ Cf. « Detenuti in lotta. Dalla lotta per la sopravvivenza alla lotta per la liberazione », in *Lotta continua, Liberare tutti i dannati della terra, op. cit.*, p. 24 et suiv.

de composition, se remplissant de détenus politiques. Cet espace rendra donc possible une rencontre décisive : la rencontre entre détenus dits de droit commun et détenus dits politiques.

Le groupe qui s'est donné pour tâche de s'inscrire dans cette rencontre, et qui a du coup rendu productif politiquement l'espace de ladite rencontre, fut *Lotta continua*. Suivant sa tendance mouvementiste, *Lotta continua* pouvait tout naturellement soutenir la lutte spontanée des détenus. Le premier mot d'ordre lancé pour activer la rencontre entre militants détenus et détenus de droit commun était le suivant : « Tout détenu est politique »⁹⁵, ce qui veut dire abolir subjectivement la différence entre délinquants et révolutionnaires, en se réappropriant la valeur politique de toute action extra-légale. Plus spécifiquement, ce mot d'ordre répond à deux exigences. Premièrement, d'un point de vue tactique, il s'agit d'une réponse au formalisme juridique, formalisme qui a été l'arme répressive la plus efficace au niveau de la persécution judiciaire des militants gauchistes. Comme on vient de le voir, à partir des années 1970 et encore aujourd'hui, les appareils répressifs ont mené une campagne incessante de criminalisation de l'extra-parlementarisme. Le but de cette campagne était de réduire les militants révolutionnaires à de simples délinquants, presque toujours dirigés par des forces occultes réactionnaires. Face à cette neutralisation de la valeur politique des révoltes, les réduisant à une question d'ordre public⁹⁶, *Lotta continua* réaffirme le caractère politique de toute

⁹⁵ Après une introduction du comité de rédaction de *Lotta continua* soulignant le caractère politique de toute action illégale, c'est l'affirmation suivante qui ouvre le recueil titré *Liberare tutti i dannati della terra* : « Nous ne sommes pas, contrairement à ce qu'on croit d'habitude, des délinquants de droit commun » (F. Conti, *A tous les délinquants détenus*, Pérouse, septembre 1971, in *Lotta continua*, *Liberare tutti i dannati della terra*, op. cit., p. 19). Sur l'importance de la suppression de la distinction entre délits politiques et délits de droit commun, voir également une lettre de la prison de Turin, automne 1969, in I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 20.

⁹⁶ La fonction du pouvoir judiciaire, dans la répression des groupes de la Nouvelle Gauche en Italie, a été bien analysée par Scalzone et Persichetti, in P. Persichetti,

action extra-légale. Deuxièmement, lancer le mot d'ordre « Tout détenu est politique » revient à déplacer, dès le début, le cœur de l'analyse à l'extérieur des prisons. En effet, les racines du statut politique des détenus se trouvent évidemment à l'extérieur, dans le tissu social d'où ils proviennent. Il s'agit d'un déplacement qui est formulé au tout début de l'action de *Lotta continua*, et qui vise à substituer, à la situation spécifiquement carcérale, la réalité extérieure comme présupposé politique et condition de possibilité de la lutte de classe dans les prisons. Ce déplacement est fondamental pour la compréhension des différentes lignes contradictoires qu'on va analyser.

Si d'un côté la prison est le lieu d'une socialisation forcée, un espace qui contraint tout le monde à vivre dans les mêmes conditions, donc un espace idéal en tant qu'*occasion* de politisation à partir d'une certaine égalité⁹⁷, d'un autre côté la véritable égalité de conditions se trouve néanmoins au-delà de la prison, dans la société, dans les classes. Telle est la visée du mot d'ordre « Tout détenu est politique » : il vise un dépassement du lieu-prison – qui, lui, n'est que l'occasion d'une politisation sur la base d'une égalité forcée – pour déboucher sur la reconnaissance de l'appartenance à une classe. Le détenu est un extra-légal, et selon ce mot d'ordre il faut opérer pour rattacher la figure de l'extra-légal à sa propre classe. Ce glissement est symbolisé aussi par le nom du groupe qui anime la « Commission prisons ». Soutenue par *Lotta continua* entre 1970 et 1973, la « Commission prisons » est le groupe chargé de coordonner les luttes ; elle est organisée en noyaux internes aux prisons et noyaux externes. La cellule centrale s'appelle « (Liberare tutti) I dannati della terra », *Libérer tous les damnés de la terre*⁹⁸. La prison, en tant qu'espace soumettant tous les détenus aux mêmes conditions,

O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit. ; éd. it. op. cit., passim.

⁹⁷ « Le choc de l'entrée dans la prison, du procès, de la condamnation, frappe tous de la même manière », et tout cela représente une « amère opportunité de comprendre la réalité de cette société et de cet Etat » (I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 222).

favorise la politisation ; mais il faut que cette politisation soit articulée à l'extérieur⁹⁹. Autrement dit, il faut « les libérer tous » pour que tout le monde puisse ensuite lutter dans son milieu social d'origine, aux côtés, voire sous la direction, de la classe ouvrière¹⁰⁰. Le texte éponyme, référence fondamentale pour la formation des noyaux internes aux prisons de cette cellule, a été édité par *Lotta continua* et recueille un certain nombre de lettres de détenus « en cours de politisation », de quelques détenus déjà politisés, et enfin des analyses rédigées par les militants de *Lotta continua*. Ce texte contient des contradictions tellement profondes, qu'il est difficile d'y reconnaître une ligne politique précise. Par contre, il rend assez claire l'existence de certains aspects qui amèneront *Lotta continua* à abandonner la « Commission prisons », et, par conséquent, à la formation des Nap. Cette opposition de tendances est évidente si on fait une comparaison entre certaines lettres de détenus en cours de politisation et les analyses menées par *Lotta continua*. En général, les analyses des détenus de droit commun se bornent à la question des conditions de vie dans les prisons et font de la lutte des extra-légaux

⁹⁸ Pour les Nap, le mot d'ordre « Les libérer tous » sera aussi dirigé contre les positions maoïstes italiennes de *Servire il popolo* sur la justice prolétarienne. « Les libérer tous » s'opposerait à cette conception de la criminalité, selon laquelle « suite à la prise du pouvoir politique par le "prolétariat", le "prolétariat marginal et détenu" sera jugé de nouveau (par qui ?) suivant les nouvelles lois de la révolution » (Soccorso rosso, *I Nap. Storia politica dei nuclei armati proletari e requisitoria del tribunale di Napoli*, Milan, Collettivo editoriale libri rossi, 1976, p. 164).

⁹⁹ *Les libérer tous* « signifie intervenir dans les prisons (...) pour créer des noyaux de discussion internes aux prisons et, en même temps, intervenir sur le prolétariat à l'extérieur » (Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 14) ; cf. également R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, op. cit., p. 58.

¹⁰⁰ Le but de l'action dans les prisons, est-il dit dans l'Introduction de *Lotta continua*, est que le « délinquant » trouve enfin « sa place sur la voie de la révolution aux côtés du prolétariat » (Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 16). Parfois, le texte finit par réduire le rôle des détenus à un instrument dans les mains du prolétariat : « Nous croyons que des prisons nous viendra une importante contribution à la révolution : mais ce sera la classe ouvrière qui assumera la tâche de l'utiliser et de la diriger contre les ennemis communs » (*Ibid.*, p. 17).

le centre de toute lutte révolutionnaire. Ils poussent aux extrêmes les pratiques de lutte et ils ont pour but immédiat leur propre libération, même par le biais de l'automutilation et de l'évasion¹⁰¹. Dans la plupart des cas, ils ne problématisent pas leur rapport à la classe, et ils vivent leur engagement comme la seule forme de survie. Par contre, *Lotta continua* intervient de façon critique sur ces formes de rébellion¹⁰² et s'efforce de problématiser l'extra-légalité par une référence à Marx. En effet, bien que son titre – *Libérer tous les damnés de la terre* – évoque évidemment Fanon, le recueil s'ouvre avec une citation de Marx¹⁰³, tirée des *Théories sur la plus-value* :

Un philosophe produit des idées, un poète des poèmes, un pasteur des sermons, un professeur des traités, etc. Un criminel produit des crimes. Si on considère de plus près le rapport de cette dernière branche de production avec l'ensemble de la société, on reviendra de bien des préjugés. Le criminel ne produit pas seulement des crimes, il produit aussi le droit criminel et, par suite, également le professeur qui fait des cours sur le droit criminel et, en outre, l'inévitable traité dans lequel ce même professeur jette sur le marché général ses conférences comme « marchandises ». Cela entraîne une augmentation de la richesse nationale. Sans compter la jouissance privée que le manuscrit du traité procure à son auteur (...). Le criminel produit en outre toute la police et toute la justice criminelle, les sbires, juges, bourreaux, jurés, etc. ; et chacune de ces différentes branches professionnelles, qui constituent autant de catégories de la division sociale du travail, développe différentes facultés de l'esprit humain, créant de nouveaux besoins et de nouvelles manières de les satisfaire. La torture, à elle seule, a suscité les inventions mécaniques les plus

¹⁰¹ Voir Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 136-140, où l'automutilation est mentionnée parmi les « formes négatives de résistance et protestation » (*ibid.*, p. 136). Sur l'évasion, voir I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 107-111 ; cf. également Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 141-143.

¹⁰² Voir la section sur les révoltes spontanées in I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 194-221.

¹⁰³ Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 7-8.

ingénieuses et elle a occupé une masse d'artisans honorables à la production de ses instrumenta. Le criminel produit une impression, en partie morale, en partie tragique, c'est selon, et fournit ainsi un « service » aux sentiments moraux et esthétiques du public qu'il met en mouvement. Il ne se borne pas à produire des traités sur le droit criminel, des codes pénaux et, partant, les auteurs de ces codes, il produit aussi de l'art, de la littérature, des romans et même des tragédies (...). Le criminel rompt la monotonie et la sécurité quotidiennes de la vie bourgeoise. Il la préserve par là de la stagnation et suscite cette tension et cette agitation inquiète sans lesquelles l'aiguillon de la concurrence lui-même s'émousserait. Il fournit ainsi un aiguillon pour les forces productives.¹⁰⁴

Il s'agit d'un passage délicat : il peut engendrer quelques équivoques sur la « productivité de l'extra-légal », ce qui est évidemment l'enjeu de cette Introduction. En effet, en profitant de la plurivocité du concept de production – évidemment on ne produit pas un livre dans le même sens où l'on produit une impression, et surtout la production d'un crime n'est pas immédiatement production de plus-value – les auteurs risquent de confondre les formes spécifiques et déterminées de la production dans la production en général. Le texte marxien continuait après cette remarque, mais l'Introduction coupe la citation, omettant (de façon évidemment très symptomatique) le passage suivant :

Le crime élimine du marché du travail une partie de la population en surnombre et, ce faisant, il diminue la concurrence entre les travailleurs et empêche, jusqu'à un certain point, le salaire du travail de tomber au-dessous du minimum, tandis que la lutte contre le crime absorbe une autre partie de cette même population. Ainsi le criminel intervient comme l'une de ces « compensations » naturelles qui établissent un niveau correct et ouvrent toute une perspective de branches professionnelles « utiles »¹⁰⁵.

¹⁰⁴ K. Marx, *Théories sur la plus-value*, op. cit., t. 1, p. 453-454.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 454.

Les auteurs suppriment donc un passage qui amènerait à identifier le criminel à une partie de « l'armée industrielle de réserve », et se contentent de dire que la criminalité rentre dans le processus général de la production. Pour l'instant, ce qu'il faut remarquer est que *Lotta continua*, par cette citation, veut dire : *notre référence principale doit être Marx*. Et en effet, dans les écrits rédigés par les militants contenus dans ce texte, un souci est toujours présent : ramener toute réflexion et toute action pratique à une ligne tendancielle plus classique par rapport à la pratique des détenus. Cette position, qui caractérise toute l'action théorique et pratique des dirigeants de la « Commission prisons » telle qu'elle ressort des documents, tend à concevoir la prison comme un espace neutre à politiser, où le seul potentiel révolutionnaire est la socialisation forcée, voire les conditions inhumaines de détention. Par contre, à cette position, une autre tendance s'oppose, qui définit la ligne des détenus en cours de politisation, c'est-à-dire les détenus dits de droit commun qui avaient rencontré les militants et qui étaient en train de se former une conscience politique spécifique dans les révoltes.

L'extra-légal contre la moralité ouvrière

Etre né esclave dans une classe asservie de la société (...) nous conditionne à considérer l'emprisonnement comme inéluctable¹⁰⁶.

A partir des lettres et des analyses de ces détenus de droit commun politisés ou en cours de politisation, il devient clair que la prison est envisagée comme un *espace autonome*, en lui-même déjà révolutionnaire. Le détenu pense ses propres conditions de détention comme des conditions de classe, dans leur spécificité, voire dans leur singularité presque absolue. La prison est son espace naturel, et son

¹⁰⁶ G. Jackson, *Les frères de Soledad. Lettres de prisons de Georges Jackson*, Paris, Gallimard, 1977, p. 7, cité in S. Livrozet, *De la prisons à la révolte*, Paris, Mercure de France, 1973, p. 15.

appartenance première est à la masse des détenus. Il se vit donc, existentiellement et politiquement, en premier lieu comme un prisonnier. Et quand il réfléchit sur sa double condition, en tant que détenu mais aussi en tant qu'extra-légal, il réfère sa condition d'extra-légal à la condition essentielle de prisonnier. Ces détenus écrivent souvent que l'espace naturel du criminel est la prison, et que la condition nécessaire du criminel est la détention. Tandis que les militants de *Lotta continua* essayent de déplacer le centre de la subjectivation des prisons à la société, en renvoyant la condition des détenus à leur origine de classe, c'est-à-dire à ce qu'on appelle provisoirement le sous-prolétariat, les détenus font de la détention une condition autosuffisante. Même du point de vue idéologique – ce qui est essentiel pour comprendre le sens de sa formation politique – le détenu se configure comme sujet naturellement révolutionnaire, grâce à sa position apparemment extérieure aux lois de l'Etat bourgeois. D'après la conscience du détenu, son propre refus originaire du travail¹⁰⁷, le situe, en tant que délinquant, dans une position objective et subjective qui serait naturellement antagoniste vis-à-vis du capital.

Autrement dit, son opposition à la bourgeoisie serait plus radicale que l'opposition ouvrière, précisément parce que le délinquant vit aux marges, il demeure dans les interstices de la société, ce qui fait de lui le nouveau véritable sujet révolutionnaire. La classe ouvrière au contraire serait interne au système, tant d'un point de vue objectif, en tant que classe productrice, que d'un point de vue subjectif, étant composée d'individus qui partagent les valeurs de la bourgeoisie, à savoir le respect de la loi et du travail.

¹⁰⁷ Le thème du refus du travail a été central pour le mouvement ouvrier italien de l'époque, tant comme « schéma interprétatif du processus tout entier où s'entrelacent les luttes ouvrières et le développement du capitalisme, l'insubordination et la restructuration technologique », que comme « conscience diffuse, attitude sociale anti-productive, défense de sa propre liberté et de sa propre santé » (N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 426). Les détenus de la « Commission prisons » sont naturellement plus proches de la deuxième acception de la formule, où le refus du travail renvoie surtout au plan des instincts immédiats.

Ainsi le choix de refuser le travail légal en s'associant à la criminalité, devient une option de révolte et de refus, qui se pense comme refus *objectif* du capitalisme :

Notre guerre nous apprend qu'il y a des gens qui refusent le rôle d'exploité, et ils le refusent d'un point de vue pratique, en s'excluant eux-mêmes de cette façon bourgeoise de vivre propre au prolétariat : celle qui consiste à produire de la plus-value et à augmenter l'accumulation du capital¹⁰⁸.

Dans cette recherche d'une idéologie spécifique, les prisonniers sont alors fiers de refuser l'exploitation et de se dérober au travail et à la discipline ; ils revendiquent leur qualification de « voleurs », car, écrivent-ils, la propriété est elle-même un vol¹⁰⁹. Ils en viennent à se représenter comme *le* véritable sujet révolutionnaire, précisément en vertu de leur extranéité à la société et à la productivité ouvrière. Au fur et à mesure qu'ils se politisent, les détenus marquent alors leur distance vis-à-vis de la classe ouvrière, du point de vue idéologique et moral, non seulement en donnant à leur propre marginalité le sens d'un refus de la société et de la production, mais aussi en opposant à la moralité des travailleurs, la moralité des couches marginales. Nous, les voleurs, « nous avons bien une morale à la base de notre comportement, toute une série de principes, et nous refusons de travailler comme des esclaves »¹¹⁰. À partir d'une lecture de leur condition objective, les détenus opposent leur propre statut révolutionnaire de délinquants à la moralité ouvrière, une moralité qu'ils interprètent comme homogène à la morale bourgeoise. Autrement dit, l'idéologie ouvrière serait fondée sur la morale dominante :

¹⁰⁸ Et encore : « Criminel est celui qui, dégoûté par les injustices, las d'être exploité, fatigué par les horaires insoutenables de travail, dit au patron : ça suffit, voleur, rends-moi ce que tu m'as volé auparavant » (M. Zitichella, Porto Azzurro, in *Liberare tutti*, op. cit., p. 54).

¹⁰⁹ Mais ils oublient le passage suivant – et on verra ensuite l'importance de cet oubli – qui dit que l'essence de la propriété privée est précisément le travail aliéné, comme Marx l'affirme dans les *Manuscrits de 1844*.

¹¹⁰ Un groupe de détenus de Venise, 31 octobre 1971, in *Liberare tutti*, op. cit., p. 38.

Aux yeux de l'esthétisme raffiné de la bourgeoisie et de la respectabilité moraliste et calviniste de l'aristocratie ouvrière, notre monde, le monde des détenus, est étranger, inacceptable et monstrueux¹¹¹.

En revanche, il y a « un anti-ouvriérisme du voleur, qui méprise le travailleur, qu'il considère comme un esclave résigné et stupide »¹¹². Ces affirmations sont évidemment le témoignage du difficile parcours de formation d'une identité distincte par rapport au prolétariat de la tradition marxiste. Finalement, les détenus confirment leur antagonisme radical, en s'appropriant la célèbre affirmation de Marx à propos du prolétariat, qui est révolutionnaire dans la mesure où il n'a rien à perdre sinon ses propres chaînes¹¹³ : aujourd'hui, d'après les détenus, la classe qui n'a rien du tout serait plutôt le sous-prolétariat. Toutefois, malgré leur référence à Marx, les détenus en viennent aussi dans leurs réflexions à renverser la dialectique en vertu de laquelle, l'antagonisme étant tout à fait interne au processus du capital, la révolution ne peut venir de l'extérieur, mais des seules contradictions engendrées par le capital lui-même. Contre quoi la dialectique que l'on peut reconstruire à partir de certaines lettres de prisonniers fait partie d'une tout autre tradition, où l'antagonisme a lieu entre deux forces hétérogènes, extérieures l'une à l'autre et dont le rapport est celui de la simple domination de l'une sur l'autre.

À la lecture de ces lettres, en effet, on peut en effet reconnaître, à côté de la première tendance, une autre, différente mais complémentaire, qui présuppose l'autonomie et le caractère interstitiel de la prison. La prison, en effet, est souvent comparée à une usine capitaliste, mais dépourvue des droits que la société reconnaît aux travailleurs. La prison serait un espace interstitiel où, face à une structure capitaliste primitive, les détenus subissent un

¹¹¹ I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 284.

¹¹² *Ibid.*, p. 281.

¹¹³ Cf. F. Conti, « A tutti i delinquenti che popolano le carceri », Perugia, septembre 1971, in *Liberare tutti*, op. cit., p. 22.

système d'exploitation féodal, sans garanties et sans justice. Une exploitation capitaliste sous un système féodal : telle serait la spécificité absolue de la condition des détenus par rapport aux ouvriers. C'est dans cette direction que vont les discours des détenus sur la spécificité absolue de la condition de la prison, du système-prison comme absolument séparé de la société, du droit et de l'Etat. Mais en même temps, à partir des documents, ressort contradictoirement une troisième tendance, affirmant plutôt la centralité de la prison, des détenus et des délinquants dans la superstructure et l'infrastructure. Dans certaines lettres, c'est pour s'opposer aux discours de la fermeture, de la clôture et de la marginalité, que les détenus utilisent comme mot d'ordre « La prison est comme une usine, la prison fonctionne comme une usine »¹¹⁴. La prison, affirment les auteurs, fait partie du fonctionnement du système au même titre que l'usine, et le détenu participe, au même titre que l'ouvrier, de la production et de l'exploitation. Ils soulignent la productivité de la prison, en contredisant ainsi l'autre tendance envisageant la prison comme un mode de production différent et résiduel, au fond féodal. Et ils soulignent que la criminalité ne s'organise pas aux marges, elle se répand plutôt au centre, tant au centre de la ville qu'au centre des pouvoirs, économiques et politiques. Mais dans cette dernière tendance aussi, il est possible de reconnaître finalement toujours la même position : une pratique qui vise l'affirmation de l'autonomie et la spécificité du détenu. Même s'il s' imagine au centre de la production, ou bien au centre du pouvoir, l'extra-légal s' imagine principalement en tant que détenu, irréductible à toute autre couche sociale.

Revenons maintenant à la « Commission prisons ». *Lotta continua* publie ces lettres dont je viens d' expliciter des lignes idéologiques qui restent parfois implicites, mais qui sont néanmoins évidentes dans le discours des détenus. Mais en même temps, *Lotta continua*, probablement inquiétée par l'hétérodoxie de ces tendances,

¹¹⁴ Cf. *Lotta continua*, *Liberare tutti*, op. cit., p. 77-85.

s'efforce de renvoyer les détenus à la ligne juste. Pour les dirigeants de l'organisation, le point stratégique central est précisément le dépassement « au niveau subjectif (...) de la division (...) entre les chômeurs forcés de vivre d'expédients et les ouvriers »¹¹⁵ et, par conséquent, de l'opposition entre moralité prolétarienne et moralité sous-prolétarienne¹¹⁶ : « Les patrons ont toujours utilisé ces situations pour nous diviser davantage (...), en opposant le prolétariat aux "délinquants" »¹¹⁷. Mais l'alliance semble parfois être uniquement opportuniste, et le groupe arrive à dire que « s'il y a une chose qui unit vraiment les ouvriers et les délinquants, c'est précisément la haine pour la police »¹¹⁸. Sur la violence aussi, LC fait souvent preuve de prudence, en rappelant, face aux révoltes spontanées, qu'« il ne faut pas jouer avec le feu »¹¹⁹. En expliquant aux militants externes son propre travail à l'intérieur des prisons, Fiorentino Conti soutient la priorité de la formation théorique sur l'action : « La première chose c'est d'expliquer (...). Il ne faut pas forcément agir »¹²⁰. Ce qui provoquera quelques réactions ouvertement critiques parmi les détenus : « Vous, les militants de *Lotta continua*, il vous faut prendre les armes, si vous voulez faire les choses sérieusement »¹²¹. La violence, déjà pour ces détenus, n'est pas la théorie, ni un instrument, ou un simple moyen de libération ; elle se configure plutôt comme une véritable condition existentielle. *Lotta continua* émet des jugements très tranchants sur la criminalité organisée, sur la Mafia et la Camorra, à propos de la structure fasciste de ces organisations¹²². Il s'agit d'une prise de position nullement anodine, étant donné que la plupart des détenus avaient

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 14.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 248.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 249.

¹¹⁹ Lotta Continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 37.

¹²⁰ F. Conti, « Spiegare spiegare spiegare », Pérouse, 20 novembre 1971, in *Liberare tutti*, op. cit., p. 195-196.

¹²¹ Un groupe de détenus, Venise 31 octobre 1970, in Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 38.

des liens étroits avec ces organisations ; – cette situation aussi sera très importante pour la naissance des Nap, on en verra la raison par la suite. En effet, dès le début, la position des militants de *Lotta continua* est tout à fait différente. Ils refusent, au fond, de reconnaître au détenu, au criminel et au marginal une puissance révolutionnaire immédiate, et surtout ils sont évidemment convaincus que ces figures ne peuvent pas devenir en tant que telles des sujets politiques indépendants.

Les militants insistent souvent sur le statut de travailleur productif qui serait propre tant au criminel qu'au détenu, dans la mesure où la prison fonctionnerait comme une usine – et en effet ils s'intéressent beaucoup aux activités productives dans les prisons, au travail des détenus¹²³, à toute forme de spéculation économique sur les services gratuits¹²⁴, afin de démontrer que le délinquant, tant comme détenu que comme marginal, est toujours subsumé au processus de production. Bien sûr, il n'est pas directement producteur de plus-value, mais néanmoins il rentre dans le processus général, et par conséquent, semblent dire les militants de *Lotta continua*, il faut éviter toute illusion sur une soi-disant extériorité de la prison et de la criminalité par rapport à la loi du capital, ce qui ferait du détenu et du marginal le sujet révolutionnaire privilégié. Ils parlent, explicitement, d'un mouvement des détenus et des marginaux, sous la direction de la classe ouvrière¹²⁵, et ils rappellent souvent aux détenus la centralité du prolétariat industriel qui doit toujours être à la tête de tout processus révolutionnaire.

C'est pour contrer la tendance à l'autocélébration de la délinquance et de la détention en tant que telles, qu'à partir de 1971

¹²² Voir Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 131-135 ; cf. également I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 199-203.

¹²³ Sur l'exploitation du travail dans les prisons, voir Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 77-85 ; cf. également I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 126-134.

¹²⁴ Voir I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 111-118.

¹²⁵ Voir Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 16-17.

est lancé un nouveau mot d'ordre : *Transformons les prisons en écoles de révolution* : « Le but est de transformer les prisons : elles ne seront plus des écoles de délinquance, mais des écoles de communisme¹²⁶. » Et si au premier recueil de documents de la « Commission prisons », paru en 1972, avait été donné un titre inspiré par le mot d'ordre « *Liberare tutti i dannati della terra* », l'année suivante Irene Invernizzi publie, chez Einaudi, un volume dont le titre témoigne bien de ce changement de mots d'ordre : « *Il carcere come scuola di rivoluzione* », la prison en tant qu'école de révolution. En effet, au fur et à mesure que les détenus clarifient leur position spécifique, se posant objectivement en rupture avec la tradition marxiste, *Lotta continua* durcit l'orthodoxie de sa ligne. La campagne des « écoles de révolution » vise, évidemment, à réaffirmer que la prison n'est qu'une *occasion* de former des sujets révolutionnaires. Et si les détenus sont potentiellement porteurs d'une forme d'antagonisme, ce n'est pas grâce à leur condition de détenus, mais plutôt grâce à leur appartenance de classe, notamment la classe du sous-prolétariat. En somme, la prison n'est que l'espace contingent où le sous-prolétariat peut devenir un sujet révolutionnaire. D'après la ligne de *Lotta continua*, le détenu libéré, ayant pris conscience d'appartenir au sous-prolétariat, doit rallier celui qui est encore le véritable sujet révolutionnaire, c'est-à-dire le prolétariat en tant que classe ouvrière ; par contre, d'après la ligne des détenus, la prison est un lieu potentiellement révolutionnaire grâce à la valeur radicalement antagoniste de sa structure, selon une dialectique empruntée au texte marxien, mais renversée et transférée sur le sous-prolétariat extra-légal en tant que masse détenue qui dévient ici le véritable sujet révolutionnaire *aux côtés*, et non pas sous l'hégémonie, des autres sujets.

Finalement, la question de l'espace est formulée au niveau de l'apparence. Mais il s'agit d'une apparence réelle, c'est-à-dire d'une effectivité en laquelle consiste la structure elle-même, en tant

¹²⁶ Il s'agit d'« une intention pédagogique », comme le dit R. Ferrigno dans *Nuclei armati proletari*, *op. cit.*, p. 60.

qu'immanente à ses effets. Bien que la lutte puisse se dérouler à ce niveau, c'est-à-dire concrètement au niveau de l'espace, la tâche de la théorie est précisément d'en définir l'articulation tout en suivant cette structuration profonde qui détermine ses propres effets. Donc, il faut étudier, par-delà la catégorie d'espace, l'articulation contradictoire d'autres catégories, que la « Commission prisons » a activées par rapport à la théorie marxienne.

Le « prolétariat en haillons » et les textes

Le *Lumpenproletariat*, cette lie d'individus dévoyés de toutes les classes, qui établit son quartier général dans les grandes villes est, de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est absolument vénale et importune. Quand les ouvriers français écrivaient sur les maisons, à chaque révolution, l'inscription : "Mort aux voleurs !" et qu'ils en fusillaient même plus d'un, ce n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien parce qu'ils savaient très justement qu'il fallait avant tout se débarrasser de cette bande. Tout chef ouvrier qui emploie ces vagabonds comme gardes du corps, ou qui s'appuie sur eux, prouve déjà par là qu'il n'est qu'un traître au mouvement¹²⁷.

Evidemment, des éclaircissements sur la notion de sous-prolétariat s'imposent. Dans les textes d'analyse théorique de la « Commission prisons », est avancée une critique assez timide de ce que Marx a dit du *Lumpenprolétariat* – souvent traduit, en Italie, par *sottoproletariato*, sous-prolétariat. La Commission soutient que certaines remarques de Marx et Engels à ce sujet ont été à l'origine des préjugés qui ont mené à l'exclusion des couches marginales des processus révolutionnaires¹²⁸. Lisons la façon dont Marx décrit, dans

¹²⁷ F. Engels, *La guerre des paysans en Allemagne*, tr. fr. E. Bottigelli, Paris, Editions Sociales, 1974, p. 29.

¹²⁸ Cf. également *Controinformazione*, Cahier 1, p. 15 : « Il ne serait pas exagéré d'affirmer que, pour la plupart des formes d'incompréhension de la marginalité prolétarienne, il faut en attribuer la responsabilité aux jugements souvent myopes de

Luttes de classes en France, la composition et la fonction du lumpenprolétariat :

A cette fin [d'opposer une partie du prolétariat à l'autre], le Gouvernement provisoire forma vingt-quatre bataillons de *gardes mobiles*, de mille hommes chacun, composés de jeunes gens de quinze à vingt ans. Ceux-ci appartenaient pour la plupart au *lumpenprolétariat*, qui dans toutes les grandes villes constitue une masse nettement distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier précis, vagabond, *gens sans feu et sans aveu*, différents selon le degré de culture de la nation à laquelle ils appartiennent, ne reniant jamais leur caractère de *lazzarones*. Vu le jeune âge auquel le Gouvernement provisoire les recrutait, ils étaient plus malléables, capables des plus hauts faits d'héroïsme et des sacrifices les plus exaltés, comme du banditisme le plus vil et de la vénalité la plus sordide. Le Gouvernement provisoire les payait un franc cinquante par jour, ce qui revient à dire qu'il les achetait. Il leur donnait un uniforme particulier, autrement dit il les distinguait extérieurement de la blouse. Pour les commander, on leur affecta en partie des officiers de l'armée permanente ; en parti, ils élisaient eux-mêmes de jeunes fils de bourgeois dont les rodomontades sur la mort pour la patrie et le dévouement à la République les séduisaient. C'est ainsi que se dressait face au prolétariat de Paris une armée tirée de son propre milieu, forte de vingt-quatre mille hommes, jeunes, robustes et hardis. Le prolétariat salua de ses *vivats* la garde mobile au cours de ses marches à travers Paris. Il reconnaissait en elle son élite combattante des barricades. Il la considérait comme la garde *prolétarienne* par opposition à la garde nationale bourgeoise. Son erreur était pardonna¹²⁹.

On est frappé bien sûr par la violence de certaines affirmations. Mais il faut dès maintenant éviter tout jugement moral inspiré par la bonne conscience progressiste, puisque le discours de

Marx et Engels sur le sous-prolétariat ».

¹²⁹ K. Marx, *Les Luttes de classes en France*, Paris, Gallimard, 2002, p. 30-31.

Marx est tout à fait interne à l'analyse de la composition des classes, dont il va essayer de problématiser l'articulation. En effet, dans le *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* il donne une description plus complexe de ce *Lumpenproletariat* :

La *société du 10-Décembre* (...) date de 1849. Sous prétexte de fonder une société de bienfaisance, le lumpenprolétariat de Paris avait été organisé en sections secrètes, dont chacune était dirigée par des agents bonapartistes, l'ensemble ayant à sa tête un général bonapartiste. À côté de *roués* détraqués, aux moyens de subsistance douteux et d'origine douteuse, à côté de rejets dépravés et basement aventureux de la bourgeoisie, il y avait des vagabonds, des soldats libérés, des forçats sortis du bagne, des galériens en rupture de ban, des escrocs, des charlatans, des *lazzaroni*, des voleurs à tire, des escamoteurs, des joueurs, des *maquereaux*, des souteneurs, des tenanciers de bordels, des portefaix, des plumitifs, des joueurs d'orgue, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, des mendiants, en un mot, toute cette masse amorphe, décomposée, flottante, que les Français nomment *la bohème* ; c'est avec cet élément quasi consanguin que Bonaparte constitua le fonds de la Société du 10-Décembre (...). Ce Bonaparte, qui s'institue le *chef du lumpenprolétariat*, qui retrouve là seulement et en masse les intérêts qu'il poursuit personnellement, qui reconnaît dans ce rebut, ce déchet, cette écume de toutes les classes, la seule classe sur laquelle il puisse s'appuyer inconditionnellement, voilà le vrai Bonaparte, le Bonaparte *sans phrase*¹³⁰.

Tout d'abord, il faut remarquer que, dans ces passages, Marx et Engels sont en train de critiquer l'abstraction vide de la *foule*, cette « masse » de misérables vue comme séparée de sa fonction dans le processus de production, et surtout ils sont en train de mener une lutte contre l'utilisation réactionnaire de cette notion. L'enjeu politique n'est pas d'opposer une foule indistincte au « pouvoir », mais plutôt de présenter l'antagonisme tendanciel entre bourgeoisie et prolétariat dans sa spécificité. En effet, le processus de

¹³⁰ K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, op. cit., p. 242-243.

simplification de la société en deux classes n'est que tendanciel, comme le montre bien le célèbre passage du *Manifeste* :

Notre époque, l'époque de la bourgeoisie, a (...) pour signe distinctif qu'elle a simplifié les antagonismes de classes. La société entière *se scinde de plus en plus* en deux grands camps hostiles, en deux grandes classes qui se font directement face : la bourgeoisie et le prolétariat¹³¹.

D'ailleurs, on trouve encore d'autres classes, aux côtés des deux classes principales, et chacune de ces classes est contradictoire en elle-même :

De toutes les classes qui, aujourd'hui, font face à la bourgeoisie, seul le prolétariat est une classe réellement révolutionnaire. Les autres classes périssent et sombrent avec la grande industrie, le prolétariat en est le produit le plus spécifique. Les classes moyennes, le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan, le paysan, tous combattent la bourgeoisie pour sauver de la ruine leur existence de classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices. Plus encore, elles sont réactionnaires, car elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, elles le sont en considération de leur passage imminent au prolétariat, elles ne défendent pas leurs intérêts actuels, mais leurs intérêts futurs, elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat¹³².

Il y a alors une contradiction aussi entre l'unité de la classe et les différents intérêts individuels des membres des classes. Il s'agit toujours d'un processus complexe, évidemment tendanciel et à chaque instant contradictoire.

Avec la notion de sous-prolétariat, Marx et Engels visent surtout à indiquer une couche *résiduelle*, fruit de la dissolution de la « vieille société ». Voilà un passage omis par la revue *Controinformazione*, qui aurait démontré que l'objet dont parlaient

¹³¹ K. Marx, F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, tr. fr. E. Bottigelli, Paris, Flammarion, 1998, p. 74 (j. s.).

¹³² *Ibid.*, p. 86-87.

Marx et Engels n'est pas le même que celui visé par les groupes des années 1970 et ne peut pas s'identifier à la « marginalité prolétarienne » dont il était question dans ces années-là :

Quant au prolétariat en haillons, ce pourrissement passif des couches les plus basses de la *vieille* société, une révolution prolétarienne pourra le précipiter ça et là dans le mouvement, mais toutes ses conditions font qu'il sera plus disposé à se laisser acheter pour des machinations réactionnaires¹³³.

Donc, il ne s'agit pas, évidemment, des extra-légaux modernes. Dans le *Dix-huit Brumaire*, en outre, la notion devient plus complexe – par exemple, dans la description de la composition de cette masse, on retrouve les plumitifs et les écrivassiers. C'est encore plus évident, ici, qu'il s'agit de la critique d'une abstraction : la notion de sous-prolétariat en tant que masse indistincte ne dit rien de la réelle articulation de ses composantes. Ce qui intéresse Marx est de montrer l'origine de la lutte des classes, la scission originaire binaire et tendancielle en deux classes antagonistes, à l'intérieur desquelles d'autres tendances contradictoires s'opposent.

A partir de ces points de repères, on peut constater que les deux tendances opérant dans le mouvement des détenus sont au fond tout à fait spéculaires, quoique contradictoires. Ni les détenus, ni les dirigeants de la « Commission prisons » ne s'aperçoivent que le sous-prolétariat dont parlent Marx et Engels va effectivement disparaître en tant que classe résiduelle. En même temps, il va se reconfigurer. Les figures qui appartenaient à l'ancien sous-prolétariat appartiennent aujourd'hui à d'autres catégories marxistes, à l'armée de réserve, au chômage structurel, qui se trouvent dans un rapport de continuité avec le prolétariat grâce à la fluidité de la précarité diffuse. Aujourd'hui, la « travailleuse du sexe » n'appartient plus à une couche résiduelle ; elle tendra plutôt à entrer dans le processus de production en tant que travailleuse salariée¹³⁴.

¹³³ *Ibid.*, p. 87 (j. s.).

¹³⁴ Sur cette non-coïncidence des deux acceptions de *Lumpenproletariat*, et pour une analyse plus approfondie de la notion de *Lumpenproletariat* dans les textes

Ce qui était sous-prolétariat, aujourd'hui est une composante structurelle du prolétariat, moyennant le processus de paupérisation croissante que Marx décrit dans le troisième livre du *Capital*. Il s'agit d'une pauvreté active, tout interne au processus d'accumulation du *Capital*, bien différente de la pauvreté passive des couches résiduelles. Si on veut suivre le mouvement du capital décrit par Marx, on doit reconnaître que, entre les figures du sous-prolétariat et le prolétariat, s'opère progressivement un rapprochement objectif. Par contre, les détenus qui affirment que le nouveau prolétariat est le sous-prolétariat détenu, le prolétariat étant désormais une aristocratie ouvrière, réduisent les nouveaux sujets prolétariens au concept de sous-prolétariat qui désignait justement une couche résiduelle de l'ancien mode de production (pré-capitaliste).

Suite à cette réduction du prolétariat au sous-prolétariat, ce qui reste est justement une masse indistincte, sans rapports au processus d'accumulation, c'est-à-dire la « foule » que Marx a critiqué dans le *18 brumaire*. La position des dirigeants de la « Commission prisons », par le biais d'un mouvement inverse, aboutit à la même réduction : en effet, même s'ils refusent l'autonomie du sous-prolétariat, même s'ils maintiennent la centralité du prolétariat comme hégémonie de la classe ouvrière, ils se confrontent néanmoins aux détenus comme à une masse neutre qui reste à politiser, séparée du prolétariat proprement dit. Donc, dans un cas comme dans l'autre, il est impossible de sortir de cette image du sous-prolétariat en tant que sujet distinct du prolétariat¹³⁵, et de dépasser le plan des intérêts opposés à l'intérieur de la classe

marxiens, cf. G. A. Di Marco, « Problematizzazione della categoria di plebe », in *Porta di Massa-Laboratorio autogestito di filosofia, epistemologia e scienze politico-sociali*, Naples, 2008 <http://www.portadimassa.net/site/?q=23/09/2008/giuseppe-antonio-di-marco-problematizzazione-della-categoria-di-plebe>.

¹³⁵ On trouve, dans les documents, des affirmations visant à dépasser la distinction entre prolétariat et sous-prolétariat ; pourtant, on l'a démontré, dans la pratique la direction dominante est la tendance à conserver cette distinction.

révolutionnaire, la concurrence engendrée par la division du travail entre prolétaires et entre le chômeur et le travailleur.

Quoiqu'il en soit de cette convergence dont l'origine est l'incompréhension commune du statut du sous-prolétariat, les contradictions entre les deux positions, entre les détenus politisés et les dirigeants de la « Commission prisons » deviennent très rapidement insoutenables. Alors que pour *Lotta continua* la condition de détenu était une condition provisoire, contingente, correspondant à une contradiction secondaire, liée simplement à un moment de l'action des appareils répressifs, pour les détenus au contraire dans la prison se manifestait leur contradiction principale à eux, la prison étant leur espace naturel. Les militants de *Lotta continua* engagés dans la lutte des noyaux internes ne distinguent pas entre les trois conditions des individus auxquels ils se confrontent, chacun étant, dans la plupart des cas, dans la prison, à la fois détenu, extra-légal voire délinquant, et prolétaire ou sous-prolétaire. Si *Lotta continua* n'opère pas cette distinction, c'est pour une raison précise, à savoir que la prison n'est pas considérée comme un espace politiquement autonome, et par conséquent elle ne peut produire aucune figure révolutionnaire. De ce point de vue, il n'existe pas une condition politiquement spécifique du détenu, ni du délinquant, ni du sous-prolétaire, et en effet les militants ne cessent de rappeler que le seul sujet révolutionnaire est la classe ouvrière. Par conséquent, il semble bien que, pour *Lotta continua*, le choix de s'engager dans les prisons soit lié à la recherche d'un sujet qui devrait s'allier au prolétariat, et à la volonté de constituer des sujets qui fonctionnent comme des détonateurs de la révolution. La prison est un espace d'agrégation potentiel, une occasion de politisation. Les instances des détenus étaient, on l'a vu, très différentes.

Mais cette simplification ne doit pas nous faire oublier que sur ces points *Lotta continua* a toujours conservé une certaine ambiguïté. Pour la dissoudre, il lui aurait fallu déterminer d'une manière plus nette sa propre conception de l'espace-prison, le déterminer une fois pour toutes comme un simple terrain occasionnel de lutte, une

occasion d'agrégation et formation, ou bien comme le terrain privilégié de la pratique politique ; il aurait fallu aussi se décider d'une façon plus claire sur la question de la violence : surgit-elle comme nécessité pratique dans les luttes, représente-t-elle la forme pratique de constitution du sous-prolétariat, ou bien n'est-elle qu'un instrument tactique à utiliser au gré des changements de niveau des luttes ; il aurait fallu se décider également sur la conception du sous-prolétariat : s'agit-il d'une couche improductive, de l'armée de réserve, d'un allié potentiel du prolétariat, ou bien s'agit-il d'un sujet révolutionnaire autonome ? Sur toutes ces questions, bien davantage que *Lotta continua*, ce seront les Nap qui trancheront.

La rupture : entre élections et clandestinité, l'accomplissement d'une tendance

Ceux qui ont assisté à la genèse des Nuclei armati proletari, n'auraient-ils pas dû s'engager personnellement, même si cela aurait voulu dire exposer au risque l'organisation tout entière ?¹³⁶

La rupture entre les noyaux internes et le comité de *Lotta continua* avait déjà eu lieu au début de cette expérience, mais d'autres circonstances viendront rendre visible cette rupture. L'opposition éclate entre 1973 et 1974, déclenchée par plusieurs facteurs d'ordre international et structurel, s'articulant à une crise bien plus générale que l'histoire locale que nous sommes en train d'analyser. Mais, du point de vue de notre conjoncture, on peut faire état de quelques facteurs qui ont déterminé la rupture interne à la Commission et la formation des Nap.

Tout en partant de certaines revendications immédiates, *Lotta continua* avait créé des formes collectives de lutte politique, fruits de la construction d'un formidable réseau de militants, organisé en

¹³⁶ O. Scalzone, in V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi*, op. cit., p. 25.

noyaux internes et externes aux prisons¹³⁷. Les noyaux externes s'occupaient de l'aide aux familles des détenus, même du point de vue économique, du soutien matériel et organisationnel aux luttes. Ils réussirent à organiser un certain nombre de révoltes dans les prisons, mais surtout, ils réussirent à politiser plusieurs détenus de droit commun, qui donneront vie aux Nap. Comme témoignage du niveau de consensus obtenu, et du lien complexe entre la politisation dans les prisons et la violence militarisée, on rappellera que Renato Curcio, tout en ayant une conception bien différente de l'avant-garde révolutionnaire, en 1972, écrit en appui à la lutte des détenus :

Les détenus sont les Noirs de la société de classe. Exclus du travail et de la consommation, ils refusent le travail et ils veulent tout consommer. La lie de la société est l'avant-garde de la révolution¹³⁸.

Entre 1972 et 1973, en effet, la « Commission prisons » atteint son apogée, et c'est aussi le moment où un nombre considérable de détenus politisés sort de prison. En lisant les lettres, on s'aperçoit qu'ils attendaient avec impatience de porter leur potentiel politique à l'extérieur, où ils croyaient de s'inscrire dans une situation pré-révolutionnaire. Malgré ses positions pratiques assez prudentes, *Lotta continua* avait en effet exaltée la puissance du mouvement et exagéré sa propre position dans les rapports de force, alors que le choix de se constituer en parti légal avait été déjà fait. Et ce n'est pas à une contradiction qu'on a affaire, car, si l'on en croit Luigi Bobbio, le choix de se constituer en parti ne correspondait pas à un recul réformiste, mais au contraire était la conséquence d'un optimisme excessif vis-à-vis du niveau de l'affrontement : le procès d'institutionnalisation, amorcé en 1972, serait le produit d'une forme d'extrémisme qui a toujours caractérisé le groupe, entraînant une confiance aveugle dans la « capacité (...) [des masses] à donner

¹³⁷ Sur la puissance de ce réseau, cf. R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, op. cit., p. 60-67.

¹³⁸ R. Curcio, *Nuova Resistenza*, 1971 ; cité in R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, op. cit., p. 66, et in A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 120-121.

l'assaut au ciel de la politique »¹³⁹. Quoi qu'il en soit, *de facto* les ex-détenus étaient convaincus que, une fois sortis, ils auraient trouvé, dans les sièges de *Lotta continua*, les armes pour faire la révolution¹⁴⁰. Ils trouvent au contraire un groupe qui se prépare aux élections¹⁴¹, et qui est de plus en plus indisponible à les suivre sur le terrain de l'illégalité. Mais, que l'abandon de la « Commission prisons » eut aussi d'autres raisons, enracinées dans les contradictions que nous avons analysées, ressort du témoignage d'Erri De Luca :

Lotta continua soutenait les mouvements révolutionnaires dans le monde entier : Amérique Latine, Vietnam, Angola¹⁴² (...), mais n'aurait jamais pu incorporer les camarades des Nap. Ils ne disposaient ni d'une tradition, ni d'une expérience, communiste. Et (...) leur condition d'anciens détenus les rendait plus exposés aux infiltrations de la police¹⁴³.

Le choix de fonder le « Parti de *Lotta Continua* » fut vécu comme une véritable trahison pour tous les militants qui s'étaient engagés dans les luttes des prisons, si bien qu'à l'intérieur même de

¹³⁹ L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 9. En effet, à partir de 1972, *Lotta Continua* ouvre une nouvelle phase de sa ligne politique, en travaillant à se constituer comme parti. Luigi Bobbio soutient que ce choix ne correspond pas à une capitulation et à un reflux réformiste, mais plutôt, au contraire, à la nécessité de poursuivre une « lutte offensive » et à la conviction que le prolétariat, face à la crise mondiale, aurait eu d'ores et déjà besoin de l'organisation d'un parti pour la prise du pouvoir (cf. *Ibid.*, p. 8-9, 125-131).

¹⁴⁰ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 125.

¹⁴¹ *Lotta continua* se présente aux élections en octobre 1976 ; la déroute électorale accélère sa crise définitive.

¹⁴² Cette contradiction apparente entre le soutien à la violence dans le Tiers monde et la distance gardée vis-à-vis des nappistes n'a rien à voir avec le cliché d'une « gauche caviar », qui serait « prompte à s'enthousiasmer pour les fusils de Che Guevara, mais soudain obsédée par le besoin de démontrer son innocence quand les balles commencent à siffler sous ses fenêtres » (P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 116 ; éd. it., op. cit., p. 65). E. De Luca explique que la ligne de démarcation ne portait pas sur la violence, mais sur la distance de ligne et de tradition politique entre les Nap et la direction de *Lotta continua*.

¹⁴³ E. De Luca, in V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi*, op. cit., p. 24.

Lotta continua se manifesta « un sentiment de culpabilité »¹⁴⁴. Face à cette déception, pour certains détenus, ce fut tout à fait naturel de choisir la clandestinité et la lutte armée comme la seule possibilité pour eux de continuer une lutte radicale. À cet égard, il est intéressant de remarquer que ces deux choix politiques sont encore une fois spéculaires bien qu’opposés. Les deux choix, celui du noyau qui formera les Nap et celui de *Lotta continua*, sont tous les deux la conséquence de la conviction que le niveau de l’affrontement était favorable aux révolutionnaires. Ce qui démontre, encore une fois, que la rupture eut lieu sur la base de l’opposition qu’on a déjà rencontrée : pour les dirigeants de *Lotta continua*, la prison n’était qu’une école de révolution ; pour les détenus, la prison était le lieu de leur condition existentielle, laquelle était vue comme indépassable, sauf à travers la violence. C’est pourquoi Alessandro Silj, en attribuant une signification déterminante au « décalage entre les déclarations verbales et la disponibilité réelle »¹⁴⁵ à poursuivre l’engagement, propose peut-être une interprétation simpliste, risquant de laisser de côté les contradictions profondes qui ont traversé la « Commission prisons » dès le début. À partir d’une contradiction effective entre les mots d’ordre insurrectionnels et les choix « institutionnalistes », ce qui pouvait être nuancé dans la théorie devenait insoutenable dans la pratique¹⁴⁶. À la fin de 1973, *Lotta continua* publie son dernier recueil de soutien militant aux luttes de la « Commission prisons ». On trouve là des accents plus modérés et quelques propositions autocritiques portant sur les comportements contradictoires du groupe :

Nous, quand nous avons lutté dans les prisons, ne disposions pas de la clarté politique d’aujourd’hui : il faut admettre que nous avons vécu des moments politiques contradictoires¹⁴⁷.

¹⁴⁴ E. De Luca, *Ibid.*, p. 25.

¹⁴⁵ A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 125.

¹⁴⁶ Cf. A. Silj, *Ibid.*, p. 126.

¹⁴⁷ F. Conti, « Cosa intendiamo fare », in *Lotta continua*, *Ci siamo presi la libertà di lottare*, 1973, p. 12.

Mais surtout on retrouve la tendance, que nous avons analysée, à reconduire la question des détenus au schéma industriel :

Nous avons compris que les luttes dans les prisons (...) déployaient (...) dans la lutte pour réformer le code pénal et les règlements, contre l'exploitation salariale dans les ateliers et dans les usines internes des prisons (...), les contenus unitaires dans lesquels peut se reconnaître le prolétariat tout entier¹⁴⁸.

La question de la réforme est également importante. La plupart des interventions dans les prisons étaient marquées par un caractère essentiellement revendicatif. Bien que menées dans une perspective révolutionnaire, elles demandaient d'abord la modification du système pénitentiaire qui remontait à l'époque fasciste. C'est pourquoi, après la réforme du code, à partir de 1973, le mouvement subit un reflux. Et pourtant il existait toujours le réseau construit pendant les années de la « Commission prisons ». En outre, à Naples, suite à la crise économique, le mouvement des chômeurs devint toujours plus fort, ce qui rendait naturelle l'entrée de la « société illégale » dans le processus révolutionnaire¹⁴⁹ ; l'alliance entre les secteurs les plus radicaux de *Lotta continua* et les chômeurs de Naples marque un moment important dans la genèse des Nap.

Dans cette situation très particulière, où se rencontrent le noyau historique de la « Commission prisons », les « orphelins »¹⁵⁰ de *Lotta continua*, et certains militants du groupe napolitain *Sinistra proletaria*, et où s'intensifient les actions des Brigades rouges, ce qui a joué sans doute un rôle considérable¹⁵¹, l'expérience des Nap vit le jour. Les Nap portent aux extrêmes conséquences la ligne que nous

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 13.

¹⁴⁹ C'est ce que soutient le nappiste Pellecchia ; cf. R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, *op. cit.*, p. 72.

¹⁵⁰ C'est V. Lucarelli qui a proposé cette métaphore pour décrire l'abandon de la Commission par *Lotta continua* (voir V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi*, *op. cit.*, p. 25).

¹⁵¹ Sur l'influence des actions des Brigades rouges, qui en effet entre avril et mai 1974, avec la séquestration du magistrat Mario Sossi, franchissent un seuil dans l'intensité de leur activité, voir A. Silj, *Mai più senza fucile*, *op. cit.*, p. 128-129.

avons vu s'opposer à celle des dirigeants de la « Commission prisons ». Dans leur premier communiqué, en octobre 1974, ils affirment :

Nous n'avons pas le choix : ou bien la révolte, et la lutte, ou bien la mort lente dans les camps, les ghettos, dans les asiles, à laquelle nous destine la société bourgeoise, par sa propre violence¹⁵².

Giovanni Gentile Schiavone, l'un des idéologues des Nap, exprime de manière saisissante la dimension « existentielle » qui caractérise cette formation :

Il y a un Etat qui nous enferme dans les prisons. Et qui nous enferme par une force directe, qui est l'expression de son arbitraire. On a assez plaisanté. Ou bien on se soumet à ça, ou bien on s'y oppose. Et si on s'y oppose, on va jusqu'au bout. C'est une question qu'on ne peut poser différemment¹⁵³.

Evidemment, il s'adresse, de façon polémique, aux militants de *Lotta continua*. La même inéluctabilité, traversée par le même ressentiment, est présente aussi dans une déclaration presque poétique citée dans un cahier de *Controinformazione* :

L'extra-légal ne peut pas se trouver en porte-à-faux vis-à-vis de sa propre aliénation : ou bien il est révolutionnaire, subjectivement, romantiquement, jusqu'au bout, ou bien il est un rien¹⁵⁴.

On retrouve ici toute l'idéologie des détenus. D'ailleurs, ils n'auraient pu adhérer à *Lotta continua* de toute manière, car ils auraient perdu leur spécificité dans le cadre d'un projet révolutionnaire guidé par la classe ouvrière. Ils voulaient plutôt poursuivre la ligne des noyaux internes, en s'efforçant de se constituer en classe, une classe indépendante. Ils pratiquaient cette

¹⁵² Tract du « Nucleo esterno movimento dei detenuti », où est annoncée la création des Nap, in Soccorso rosso, *I Nap. Storia politica dei nuclei armati proletari e requisitoria del tribunale di Napoli*, Milan, Collettivo editoriale libri rossi, 1976, p. 175.

¹⁵³ G. G. Schiavone, in V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi*, op. cit., p. 25.

¹⁵⁴ « I Nap : ipotesi politiche e intervento dentro e fuori il carcere », *Controinformazione*, Quaderno n. 1, p. 48.

ligne, en proposant en outre ce que l'on pourrait appeler à titre de provocation une « autonomie des détenus extra-légaux », en opposition complémentaire à l'autonomie ouvrière. Dans leur pratique, ils renversent le rapport léninien entre théorie et mouvement ; par conséquent ils ne produisent aucun document d'analyse à l'exception d'un certain nombre de tracts, déclarations, revendications ; tout discours doit être action directe et immédiate, sans réflexion. Mais l'on peut quand même reconstruire quelques références théoriques à partir de leurs actions et des rares publications proches des Nap, notamment *Controinformazione*.

Evidemment, de ces références, les Nap ont gommé les passages de Marx sur le *Lumpenprolétariat*, ses analyses étant soupçonnées de moralisme. En revanche, on fait référence à Lénine et à Mao. Lénine, en particulier, serait allé au-delà de Marx car, dans son texte *La guerre des partisans* (1906), il critique ceux qui considèrent réactionnaires les actions spontanées. La lutte des partisans, dit Lénine, est une « forme inévitable de lutte à une époque où le mouvement des masses aboutit effectivement à l'insurrection »¹⁵⁵. Les actions des partisans sont « un phénomène provoqué par des causes profondes, l'ordre économique et politique » que « nous sommes incapables d'arrêter »¹⁵⁶.

Ce qu'il faut remarquer est que Lénine relie le sous-prolétariat non plus aux couches résiduelles, mais à la structure économique.

C'est un fait que cette forme de lutte ne s'est largement développée et répandue qu'en 1906, c'est-à-dire après l'insurrection de décembre. L'aggravation de la crise politique jusqu'à la lutte armée, et, en particulier, l'aggravation de la misère, de la famine et du chômage, dans les villes comme dans les campagnes, comptent parmi les causes importantes qui ont amené l'emploi de cette forme de lutte. Cette méthode de lutte sociale a été adoptée de préférence, et même

¹⁵⁵ V. Lénine, *La guerre des partisans*, in *Œuvres*, tome 11 (juin 1906-janvier 1907), Paris, Editions Sociales, 1966, p. 221.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 222.

exclusivement, par les éléments déclassés de la population, lumpen-prolétariat et groupes anarchistes¹⁵⁷.

Et dans le paragraphe suivant :

On ne saurait mettre en doute l'extension de la lutte « de partisans » précisément depuis décembre et son rapport avec l'aggravation de la crise non seulement économique, mais politique. L'ancien terrorisme russe était affaire d'intellectuels conspirateurs ; aujourd'hui, la lutte de partisans est menée, en règle générale, par des militants ouvriers ou simplement par des ouvriers en chômage¹⁵⁸.

Ce qui est essentiel dans ce passage est le rapport du *Lumpenprolétariat* au travail, ce qui aurait pu être développé dans la direction de l'unité radicale des couches marginales dans le prolétariat en tant qu'« ouvriers au chômage ». Mais les Nap ne suivent pas cette intuition de Lénine ; ils partagent en revanche le présupposé de ce discours, c'est-à-dire la distinction que Lénine ne cesse de tracer entre le prolétariat industriel et les autres couches sociales qu'il faut diriger à partir de la ligne du parti.

En ce qui concerne la conception de la violence, les Nap se réfèrent surtout à Frantz Fanon : pour les Nap, l'identité et le potentiel révolutionnaire sont enracinés dans la violence de la criminalité et des prisons ; par conséquent, le même potentiel identitaire et révolutionnaire doit forcément se développer dans l'action violente, une action violente qui n'est pas une pratique politique parmi d'autres, mais représente le processus même de subjectivation. La prison, lit-on dans le cahier de *Controinformazione*, est le lieu naturel des extra-légaux¹⁵⁹, la destination que la société leur assigne et leur site de constitution subjective. Dans cette conception, bien qu'une distinction entre

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 218.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 220.

¹⁵⁹ « Ce n'est que dans la prison et par la prison que peut se former la conscience politique du prolétariat extra-légal : et dans la prison doit demeurer ancrée l'organisation qui en représente l'expression révolutionnaire », *Controinformazione*, cahier n. 1, cit. p. 48.

extra-légaux et détenus soit avancée, c'est toujours dans la prison qu'il faut lutter, et non pas dans le contexte social qui produit les extra-légaux en tant que prolétaires. Dans la prison, en effet, ils ont fait l'expérience de ce qui semble représenter le ressort de leur subjectivation : la violence. C'est sur la violence, au fond, que les Nap ont essayé de constituer leur propre conscience, et ce n'est pas par hasard que la référence aux *Damnés de la terre* apparaît dès le début. Et en effet, la violence en tant qu'opérateur de subjectivité révolutionnaire se rapproche davantage de Fanon que d'une ligne sorélienne. Le primat absolu de la pratique, le renversement de la position léninienne à propos de la théorie, amèneront les Nap à produire une série d'actions aveugles, sans discussion préalable de la ligne à suivre, à la faveur d'une structure à noyaux indépendants, ce qui rendait encore plus difficile l'élaboration politique et stratégique. De ce point de vue, leur référence est surtout la théorie de la guérilla de Debray et Marighela. À la fin aussi de leur parcours, c'est encore la prison le lieu décisif : c'est dans les cellules de L'Asinara que certains nappistes rencontrent les brigadistes du « Parti Guérilla », la section mouvementiste des Brigades rouges, ce qui était, d'autre part, leur seul débouché possible. Le document qu'ils produisent ensemble est une analyse de la fonction de la prison, publiée sous le titre de *La prison impérialiste*¹⁶⁰.

En 1974 l'économiste Paolo Sylos Labini publie un « essai sur les classes sociales »¹⁶¹, où il propose une nouvelle division conceptuelle binaire : il divise la société en deux groupes, par-delà la division classique en bourgeoisie et prolétariat. Ce texte est à l'origine de la division entre Garantis et Non-Garantis, faisant glisser la question des classes vers une distinction en termes de salaires et de droits. Mais surtout, cette dichotomie assignait la classe ouvrière au groupe des garantis, en confirmant son statut présumé d'aristocratie ouvrière. D'autre part, les Non-Garantis apparaissaient comme une

¹⁶⁰ *Il carcere imperialista. Teoria e pratica dei proletari prigionieri nei documenti dei comitati di lotta, Controinformazione*, Vérone, Bertani, 1979.

¹⁶¹ S. Labini, *Saggio sulle classi sociali*, Rome, Bari, Laterza, 1974.

masse hétérogène dépourvue de toute connotation en termes de classe. Au moment où les rédacteurs de *Controinformazione* reprirent cette distinction entre garantis et non-garantis¹⁶², cherchant à l'articuler, voire à la substituer, à l'antagonisme entre les classes, en 1976, la tendance exprimée par les détenus s'affirmera dans toutes ses implications. Finalement, il est intéressant de remarquer que la même revue a critiqué violemment la distinction qu'Alberto Asor Rosa, ancien opéraïste devenu idéologue du PCI, faisait à la même époque entre les « deux sociétés »¹⁶³, une société étant dominée par une classe ouvrière porteuse de valeurs progressives et rationnelles, et l'autre étant composée d'une foule de marginaux et de déracinés. Bien qu'ils aient critiqué cette position, les nappistes ont reproduit le même schéma en le renversant : ils ont opposé eux aussi la masse des extra-légaux non-garantis en tant que véritable sujet révolutionnaire au prolétariat industriel, vu comme aristocratie ouvrière. La voie était donc ouverte à ce qu'on pourrait appeler une autonomie des non-garantis.

¹⁶² Cf. *Controinformazione*, Quaderno 1, *op. cit.*, p. 12, 36-46.

¹⁶³ Cf. *Ibid.*, p. 6-7.